

DE NOUVEAUX TEXTES RÉGLEMENTAIRES
BIENTÔT FINALISÉS

L'investissement, moteur du développement local

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) poursuit ses efforts pour la dynamisation de l'investissement à travers tout le pays. De nouveaux textes réglementaires destinés à simplifier les procédures pour les porteurs de projets seront bientôt finalisés et promulgués, a annoncé le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache. P 3

LE MINISTRE DE LA POSTE ET
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
L'A SOULIGNÉ

**«Algérie Poste
connaîtra de profondes
transformations»**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé, dimanche à Sétif, l'élaboration d'un « plan ambitieux » pour la période à venir qui verra l'entreprise Algérie Poste connaître de « profondes transformations ».

P 2

FORTE AFFLUENCE À LA
FOIRE DE LA PRODUCTION
NATIONALE 2025

**Les ménages à la
rencontre du « Made
in bladi »**

La Foire de la production nationale 2025 a confirmé, une nouvelle fois, son statut d'événement économique majeur en enregistrant une affluence exceptionnelle tout au long de ses journées d'exposition. Organisée dans un contexte marqué par la recherche de souveraineté économique et de diversification des sources de croissance, cette édition a attiré des dizaines de milliers de visiteurs, professionnels, investisseurs et simples citoyens, venus découvrir la richesse et la diversité du savoir-faire national.

P 5

QUALITÉ DE VIE
ET ENVIRONNEMENT

**Une stratégie
nationale en cours
d'élaboration**

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaoutar Krikou, a inauguré hier le premier Forum national d'étude sur la qualité de la vie au Palais de la culture Moufidi Zakaria, à Alger, marquant ainsi la création d'une Commission nationale de la qualité de vie. Cette instance sera désormais l'organe central de coordination, assurant le suivi des projets et la mise en œuvre d'initiatives concrètes visant à améliorer le cadre de vie et à protéger l'environnement.

P 3



PROTECTION DES TROIS PORTS DE JIJEL

**L'Etat mobilise
un budget de 2,5 milliards
de DA** P 2

TRAVAUX PUBLICS

**Le ministre souligne la
nécessité d'un suivi minutieux
des projets** P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Nouvelles facilités pour
l'enregistrement des
médicaments** P 2

PROTECTION DES
TROIS PORTS DE
JIJEL

L’Etat mobilise
un budget
de 2,5
milliards de DA

Le secteur des travaux publics a bénéficié, dans la wilaya de Jijel, de l’inscription de trois projets dotés d’une autorisation-programme de 2,5 milliards de dinars, portant sur des travaux de protection des trois ports de la wilaya, a indiqué, dimanche, le directeur local du secteur, Slimane Khelafa. Le même responsable a précisé à l’APS que les trois projets en question ont été inscrits en vue de protéger les deux ports de pêche et de plaisance et le port de Djen-Djen des vagues et de la houle, les travaux devant être lancés au "début de l’année 2026". S’agissant du port de Djen-Djen, les travaux prévus portent sur le renforcement de la digue principale et sa protection sur un "linéaire" de 110 mètres, moyennant un financement estimé à 1,1 milliard de dinars, a souligné M. Khelafa. Les ports de pêche et de plaisance d’El Aouana et de Ziamamansouriah ont bénéficié de leur côté de deux opérations destinées à protéger ces enceintes portuaires des hautes vagues, moyennant un budget de 1,4 milliard de dinars, soit 700 millions pour chaque projet, afin de permettre aux pêcheurs, notamment, d’exploiter ces ports de manière optimale, a encore indiqué le directeur des travaux publics. M. Khelafa a également fait savoir que le port de Ziamamansouriah a bénéficié, au titre de l’exercice 2026, d’un projet portant sur une étude d’extension destinée à augmenter sa capacité d’accueil des embarcations de pêche.

LE MINISTRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS L’A SOULIGNÉ

«Algérie Poste connaîtra de
profondes transformations»

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé, dimanche à Sétif, l’élaboration d’un « plan ambitieux » pour la période à venir qui verra l’entreprise Algérie Poste connaître de « profondes transformations ».

Synthèse S R.

S’exprimant lors de l’ouverture de la conférence nationale de renouvellement du syndicat national d’Algérie Poste, en présence de la directrice générale de cette entreprise, Chiraz Bechiri, du secrétaire général de l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, et du secrétaire général de la Fédération nationale de la poste et des télécommunications au sein de la centrale syndicale, Mohamed Bourouba, le ministre Zerrouki a précisé que ces transformations « porteront sur la qualité des services et leur modernisation, ainsi que sur le renforcement du rôle d’Algérie Poste dans la généralisation du paiement électronique, la diversification de ses moyens et le soutien du commerce électronique ». Il a ajouté que la mise en œuvre de ce plan « se concentrera inévitablement sur la ressource humaine qui reste la pierre angulaire et le pivot de toute transformation », soulignant

qu’au regard des compétences qui doivent conduire à la modernisation des services postaux et à l’amélioration de leur qualité, « il est nécessaire de créer un environnement de travail motivant ». Dans ce cadre, a ajouté M. Zerrouki, des mesures concrètes ont été prises, notamment l’octroi d’augmentations salariales, la valorisation de certaines primes, la poursuite de la reclassification des bureaux de poste et le renforcement des ressources humaines, en particulier dans les bureaux de catégorie 4 qui ne comptent qu’un seul agent, ainsi que le lancement d’un système expérimental permettant aux travailleurs de bénéficier de deux jours de repos hebdomadaires tout en garantissant la continuité du service six jours par semaine. Ces mesures visent également à renforcer les ressources humaines à travers un processus de recrutement en cours pour soutenir le réseau postal et renforcer le parc de guichets automatiques de banque (GAB) au moyen de 600 appareils mis en place au cours du premier tri-

mestre de l’année en cours, en attendant l’installation de 300 autres appareils « dans les prochains jours », a encore souligné le ministre. La directrice générale d’Algérie Poste, Chiraz Bechiri, a indiqué, pour sa part, que cette conférence nationale constitue « une étape reflétant la maturité de la pratique syndicale, la profondeur de la conscience professionnelle et le sens des responsabilités au sein de l’entreprise ». De son côté, le secrétaire général de l’UGTA a salué les efforts déployés par les travailleurs de ce secteur pour promouvoir l’entreprise et améliorer ses performances grâce à l’implication dont ils font preuve, avant d’appeler au renforcement des passerelles du dialogue social et à l’instauration d’un climat de confiance dans le milieu professionnel. Après Sétif, le ministre de la Poste et des Télécommunications se rendra dans la wilaya de Skikda dans le cadre d’une visite de travail au cours de laquelle il inspectera plusieurs structures relevant de son secteur.

BATNA

1ères journées médicales et chirurgicales en oto-rhino-laryngologie
à l’hôpital d’Arris-1

Le coup d’envoi des 1ères journées médicales et chirurgicales en oto-rhino-laryngologie (ORL) a été donné, dimanche, à l’Etablissement public hospitalier (EPH) Mostefa-Benboulaïd (Arris-1), dans la wilaya de Batna. Cette manifestation d’une semaine, supervisée par une équipe médicale spécialisée, s’inscrit dans le ca-

dre d’un jumelage avec l’EPH Haouès-Salah de Batna, a indiqué à l’APS le directeur de l’hôpital d’Arris, Karim Anane. Pas moins de 100 interventions chirurgicales sont prévues dans le cadre de ces 1ères journées, selon le même responsable, qui a ajouté qu’entre le 13 et le 15 décembre, 335 consultations médicales en ORL ont

été préalablement effectuées au profit d’habitants de la région d’Arris et de ses environs. M. Anane a souligné que durant cette même période, une journée d’étude et de formation, encadrée par un spécialiste du domaine, a été organisée au bénéfice des praticiens exerçant dans les établissements de santé de cette région de la wilaya.

Pour rappel, l’EPH Mostefa-Benboulaïd d’Arris a été récemment renforcé par l’ouverture de deux nouvelles salles d’opération dans le cadre des travaux de réhabilitation et d’extension du service de chirurgie, qui compte, désormais, 4 salles dédiées aux interventions chirurgicales, dotées de nouveaux équipements médicaux.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nouvelles facilités pour l’enregistrement des médicaments

Le ministère de l’Industrie pharmaceutique a annoncé, dans un communiqué rendu public hier, de nouvelles facilités à l’intention des opérateurs du secteur, concernant l’enregistrement des produits pharmaceutiques prêts à l’emploi, qu’ils soient fabriqués localement, importés ou destinés à l’exportation. Selon le communiqué, le dossier d’enregistrement est présenté une seule fois à la commission

compétente de l’Agence nationale des produits pharmaceutiques. Ainsi, si la commission émet un avis assorti de réserves, l’enregistrement reste suspendu jusqu’à ce que l’entreprise pharmaceutique ait levé toutes les réserves. Une fois ces dernières levées, la décision d’enregistrement est délivrée sans que le dossier soit à nou-

veau soumis à la commission, précise la source. Cette décision vise à alléger les procédures en vigueur au sein de l’Agence nationale des produits pharmaceutiques pour la délivrance des arrêtés d’enregistrement, tout en respectant les cadres légaux et réglementaires en vigueur, et ce, conformément aux instructions du ministre du secteur, M. Ouassim Kouidri, ajoute le communiqué.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Plusieurs sessions de formation programmées au profit des magistrats

Par R E.

Le ministère de la Justice a annoncé, dans un communiqué, la programmation de plusieurs sessions de formation au profit des magistrats, à partir de dimanche, en vue de renforcer leurs compétences et d’actualiser leurs connaissances, en adéquation avec les nouveautés juridiques et réglementaires. Dans le cadre de la coopération avec l’Ecole supérieure de la magistrature

(ESM), 60 magistrats affectés au département de l’application des peines, participeront à une formation pratique au profit des magistrats désignés pour le département de l’application des peines, les 21, 22 et 23 décembre, au niveau de l’ESM, précise le communiqué. Quatre (4) magistrats participeront à la 10e édition des Assises nationales des commissaires aux comptes sous le thème "Le rôle de la profession d’Audit et de Comptabilité dans la sortie de l’Algérie de

la liste grise du GAFI et dans la restauration de la confiance internationale", et ce les 22 et 23 décembre 2025, à l’hôtel El Aurassi à Alger. Dans le cadre de la coopération avec le Centre de recherche juridique et judiciaire (CRJJ), 100 magistrats et cadres participeront à des rencontres autour des mécanismes de la coopération judiciaire pénale internationale, les 24 et 25 décembre, au siège de la résidence des magistrats. Cette session vise à "mettre en exergue les

mécanismes de la coopération judiciaire internationale en matière pénale, notamment les mandats d’arrêt destinés à la diffusion internationale, ainsi que les demandes de coopération judiciaire internationale, sous ses différentes formes, dont les commissions rogatoires internationales, les demandes d’extradition des criminels, les demandes de notifications officielles, les demandes de récupération des revenus criminels, ainsi que toutes les autres formes de coopération".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DE NOUVEAUX TEXTES RÉGLEMENTAIRES BIENTÔT FINALISÉS

L'investissement, moteur du développement local

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) poursuit ses efforts pour la dynamisation de l'investissement à travers tout le pays. De nouveaux textes réglementaires destinés à simplifier les procédures pour les porteurs de projets seront bientôt finalisés et promulgués, a annoncé le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

Par Sirine R

S'exprimant à l'occasion d'une rencontre organisée à la wilaya d'Illizi, en présence du Wali Ahcène Khaldi, des élus locaux, des membres du parlement, des représentants de la commission de sécurité, ainsi que de nombreux investisseurs et opérateurs économiques, le DG de l'AAPI a précisé que cette réforme vise à simplifier considérablement les procédures, à faciliter le lancement des projets et à garantir une réponse rapide et efficace aux besoins des investisseurs. Il a indiqué que cette rencontre a permis un dialogue direct et ouvert entre les autorités et les investisseurs, avec pour objectif de créer un environnement favorable à l'implantation et à la réalisation effective des projets dans la région. Dans son discours, M. Rekkache a souligné que « la valeur de tout projet d'investissement ne se mesure pas uniquement à sa taille ou à son coût, mais à sa contribution réelle à l'économie locale ». Il a insisté sur le fait que même les projets de petite envergure, dès lors qu'ils génèrent un emploi et stimulent l'activité économique et sociale, constituent une véritable valeur ajoutée et méritent un accompagnement et un soutien. Le Directeur général a également rappelé les avancées significatives réalisées par l'Algérie dans la construction d'une économie

nationale forte et diversifiée, capable de répondre aux défis régionaux et internationaux. « La vitalité de la production locale se reflète dans les nombreuses manifestations économiques et expositions nationales, et illustre la volonté des autorités de promouvoir l'investissement et la création de richesse », a-t-il ajouté. Dans le cadre de la stratégie nationale de promotion de l'investissement, l'AAPI, en coordination avec les autorités locales, a mis en place plusieurs mesures pour faciliter l'investissement, notamment : faciliter l'accès des investisseurs aux terrains économiques, accélérer le traitement et l'examen des dossiers, accompagner les projets à forte valeur ajoutée et orienter l'investissement selon les besoins de développement de la wilaya. Selon le Directeur général, le véritable enjeu ne se limite pas à la création de projets, mais à la construction d'un tissu économique local durable, capable de renforcer l'activité économique et sociale, de créer des emplois directs et pérennes, et de dynamiser le cycle économique de la wilaya. Il a rappelé que le nombre croissant de projets enregistrés auprès du guichet unique décentralisé témoigne de l'existence d'opportunités réelles, et que le défi consiste désormais à transformer ces intentions en projets concrets et productifs. Pour le DG de l'AAPI, le véritable enjeu aujourd'hui consiste à construire un tissu économique

local durable, contribuant à renforcer l'activité économique et sociale, à créer des emplois directs et pérennes, et à générer une dynamique économique et un impact social dans la wilaya d'Illizi, en cohérence avec la dynamique nationale. En conclusion, M. Rekkache a réaffirmé l'engagement de l'AAPI à accompagner les investisseurs, à travailler en synergie avec tous les acteurs locaux, et à stimuler l'investissement comme moteur du développement économique et social dans la wilaya d'Illizi. Lors de cette journée d'information, il a pris connaissance des attentes, des questions et des préoccupations des investisseurs et porteurs de projets, et a fourni un ensemble de précisions et de réponses sur les différentes questions liées au parcours d'investissement et aux mécanismes d'accompagnement. L'organisation de cette journée s'inscrit dans le cadre de la dynamique nationale visant à promouvoir l'investissement local et à réaliser un développement équilibré et durable à travers les différentes wilayas du pays. Par ailleurs, au cours de la journée, le Directeur général de l'Agence, accompagné du Wali d'Illizi et des autorités locales, a supervisé la remise de contrats de concession de terrains économiques destinés à la réalisation de projets d'investissement dans la wilaya d'Illizi.

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre souligne la nécessité d'un suivi minutieux des projets

Par R E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a mis en avant, dimanche à Alger, l'importance d'assurer un suivi minutieux de l'ensemble des projets du secteur, à travers la mise en place de mesures pratiques, afin d'accélérer la cadence de leur réalisation, indique un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors d'une réunion périodique qu'il a présidée, consacrée au suivi de la situation du secteur et à l'évaluation de la cadence de la réalisation des projets d'infrastructures, tout en s'enquérant du travail des différentes commissions d'inspection de nombre de projets à travers le territoire national. Lors de la réunion tenue en présence des cadres centraux du ministère, de responsables et de représentants des organismes sous tutelle, des exposés exhaustifs ont été présentés sur l'état d'avancement des travaux des grands projets, notamment ceux relatifs au développement du réseau des routes, à leur entretien et à leur modernisation, notamment au niveau des wilayas d'Alger, Djelfa, Batna, Tissemsilt, Bordj Badji Mokhtar, Timimoun et In Guezzam. La réunion a également porté sur l'entretien du réseau des autoroutes, dont le traitement des points noirs sur l'autoroute Est-Ouest, la 2e rocade sud de la capitale, les projets des autoroutes en cours, les infrastructures aéroportuaires, notamment dans le Sud, les programmes ferroviaires, le transport guidé, ainsi que les programmes de formation, selon le communiqué. A cette occasion, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'"un suivi minutieux de tous les projets, à travers l'intensification des sorties sur le terrain par les cadres centraux et la mise en place de mesures pratiques afin d'accélérer la cadence de réalisation, avec le renforcement de la coordination permanente avec les entreprises de réalisation, tout en oeuvrant à leur accompagnement dans la levée des obstacles sur le terrain, le cas échéant, à même d'augmenter et d'accélérer la cadence des travaux et d'assurer le respect des délais de réalisation, la qualité et les normes techniques en vigueur", précise la même source. M. Djellaoui a, en outre, souligné l'importance de renforcer la coordination avec différents secteurs concernés, à même de garantir l'opérationalité des grands projets stratégiques dans les délais impartis, de relancer les projets du secteur programmés pour l'année 2026 à travers toutes les wilayas du pays et d'assurer leur suivi périodique et instantané, à travers le portail numérique du secteur, conclut le communiqué.

QUALITÉ DE VIE ET ENVIRONNEMENT

Une stratégie nationale en cours d'élaboration

Par M. A.

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaoutar Krikou, a inauguré hier le premier Forum national d'étude sur la qualité de la vie au Palais de la culture Moufdi Zakaria, à Alger, marquant ainsi la création d'une Commission nationale de la qualité de vie. Cette instance sera désormais l'organe central de coordination, assurant le suivi des projets et la mise en œuvre d'initiatives concrètes visant à améliorer le cadre de vie et à protéger l'environnement. La création de cette commission s'inscrit dans une démarche nationale globale visant à intégrer la notion de qualité de vie dans les stratégies de développement durable. Elle a pour mission de suivre et d'évaluer les politiques publiques, de promouvoir la

concertation multisectorielle et de superviser des projets pilotes, parmi lesquels le projet de l'école modèle durable, destiné à devenir une référence nationale en matière d'infrastructures respectueuses de l'environnement. Dans son allocution, Kaoutar Krikou a souligné la dimension environnementale et sociale de ce projet : « Notre objectif est de garantir aux citoyens un cadre de vie sain, sûr et durable, en mobilisant l'ensemble des secteurs et en impliquant les jeunes talents, moteurs de l'innovation et du progrès », a-t-elle affirmé. La ministre a rappelé que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des engagements pris par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour améliorer le quotidien des citoyens et préserver les ressources naturelles. Le ministre d'État, Mohamed Arkab, a

présenté les actions du secteur des hydrocarbures et des mines en faveur de l'environnement, notamment la réduction de l'empreinte carbone, le suivi strict des émissions de méthane, l'élimination du plomb des carburants et le développement de l'économie circulaire à travers le recyclage des déchets industriels et organiques. « Notre priorité est de transformer les sites miniers en espaces respectueux de l'environnement, tout en protégeant la santé des populations locales », a-t-il précisé. De son côté, Mourad Adjal, ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, a rappelé le rôle stratégique du secteur énergétique dans l'amélioration de la qualité de vie, en garantissant une énergie sûre, fiable et durable, favorisant la transition vers des pratiques respectueuses de l'environnement et soutenant la souveraineté

énergétique du pays. Placée sous le haut patronage du Premier ministre, M. Saïfi Gharib, et sous le thème « Des acquis nationaux face aux enjeux du développement », cette rencontre a réuni plusieurs membres du gouvernement, dont Mohamed Arkab, Mourad Adjal, Saïd Sayoud, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi que le Pr. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, ministre de la Santé. Étaient également présents des responsables de départements ministériels, d'institutions publiques et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie. Le premier Forum national d'étude sur la qualité de la vie marque ainsi le début d'une nouvelle approche institutionnelle en Algérie, plaçant la qualité de vie et l'environnement au cœur des politiques publiques.

TRANSPORTS

Le port d’Oran se dote de nouveaux équipements

Le port d’Oran vient de se doter de nouveaux équipements. Il s’agit des portiques à pneus (RTG) pour la manutention des conteneurs, a annoncé avant-hier le ministère de l’Intérieur, des collectivités locales et des Transports dans un communiqué.

« Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Said Sayoud, les ports nationaux connaissent une transformation stratégique en matière d’expansion et de renforcement des équipements, reflétant une vision globale de relance du système portuaire et d’amélioration de sa capacité opérationnelle selon les normes modernes », a indiqué le ministère.

Dans ce contexte, ajoute la même source, le port d’Oran a renforcé ses capacités logistiques en acquérant des portiques à pneus (RTG) pour la manutention des conteneurs, ce qui va contribuer à accélérer le rythme du travail, augmenter la capacité, et améliorer la fluidité à l’intérieur des zones portuaires.

Cette acquisition s’inscrit dans la politique globale du ministre « à moderniser les ports nationaux, à l’instar du port d’Alger qui a également été doté de chariots élévateurs et d’équipements de type stacker, un processus qui commence à produire des résultats concrets en termes d’efficacité et d’amélioration de la qualité des services portuaires », conclut le communiqué.

AU PROFIT DES POPULATIONS DES ZONES ÉLOIGNÉES

La Protection Civile organise des caravanes médicales itinérantes

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme annuel, et afin de veiller et assurer un service public de qualité, la Direction Générale de la Protection Civile organise depuis plusieurs années, des caravanes médicales itinérantes au profit des populations des régions éloignées et éparses, des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, en coordination avec les services de wilaya concernés par cette opération.

Cette initiative vise à renforcer la prise en charge sanitaire au bénéfice des populations des zones éloignées et éparses à travers cette vaste étendue géographique, compte tenu également des difficultés rencontrées par les citoyens pour se déplacer vers les structures de santé les plus proches, en raison de l’éloignement des distances.

Ces caravanes médicales constituent une continuité et un appui au programme « Un secouriste pour chaque famille », lancé par la Direction Générale de la Protection Civile en 2010 et destiné à l’ensemble des citoyens, afin de leur enseigner les principes des premiers secours à travers des sessions de formation encadrées par des médecins

officiers et des formateurs spécialisés, ce programme vise à permettre aux citoyens d’intervenir rapidement pour sauver des vies avant l’arrivée des équipes spécialisées de la Protection Civile.

La mise en œuvre de ce programme ambitieux se poursuit tout au long de l’année dans l’objectif d’ancrer une culture de prévention des risques et les conduites à tenir appropriés face aux dangers, à ce titre, le programme a permis la formation d’environ 190 000 secouristes volontaires jusqu’au mois de décembre 2025.

Ces caravanes médicales se dérouleront du 21 au 25 décembre 2025 et concerneront vingt et une (21) wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, à savoir : Béni Abbès, Ouargla, Ouled Djellal, Adrar, Illizi, Djelfa, El Oued, El Bayadh, Béchar, El Meghaïer, Laghouat, Ghardaïa, Naâma, Timimoun, Tougourt, Djanet, El Meniaa, In Salah, Bordj Badji Mokhtar, Tamanrasset et In Guezzam.

Il est à noter que, au cours des années précédentes, les équipes médicales de la Protection Civile ont assuré plus de 80 000 examens médicaux et émis plus de 73 000 orientations vers des consultations médicales spécialisée.

LE CNRST ORGANISE UNE RENCONTRE NATIONALE

La recherche scientifique et l’innovation au service de l’économie nationale

Le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) a organisé, samedi au Cercle national de l’Armée à Beni Messous (Alger), une rencontre nationale sur "la recherche scientifique et l’innovation au service de l’économie nationale".

Cette rencontre, dont l’ouverture a été présidée par le Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Abdallah Moundji, s’est déroulée en présence de membres du Gouvernement, du président de l’Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), le professeur Kamel Sahnadji, du directeur des fabrications militaires au ministère de la Défense nationale, du directeur de la recherche et du développement à l’Etat-Major de l’Armée nationale populaire, ainsi que de responsables d’organismes et d’institutions nationales et de chercheurs algériens, dont le professeur Elias Zerhouni.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Secrétaire général de la Présidence

de la République a indiqué que la démarche visant à mettre la recherche scientifique et l’innovation au service de l’économie nationale "s’inscrit dans deux contextes complémentaires, le premier reflétant les efforts de l’Etat algérien dans la recherche, l’enseignement, l’innovation et l’optimisation des capacités nationales, avec une ouverture sur les disciplines scientifiques fondamentales devenues aujourd’hui des enjeux internationaux, comme l’intelligence artificielle et la cybersécurité, auxquelles l’Algérie a consacré des pôles de formation d’excellence, leur accordant une importance particulière".

Quant au second contexte, il "s’inscrit dans la continuité du processus de consolidation des acquis réalisés en matière de soutien à l’investissement et d’accompagnement des entreprises productives, pour renforcer leur compétitivité aux niveaux national, continental et international et leur permettre d’accéder à l’ensemble des moyens de pro-

duction modernes", ajoute M. Moundji.

Il a, dans ce cadre, appelé les chercheurs et les entreprises économiques publiques et privées à "conjuguer les efforts pour soutenir la recherche scientifique et accompagner les jeunes, en vue de réaliser la transformation qualitative à laquelle notre économie nationale aspire".

De son côté, le président du CNRST, M. Mustapha Yahi, a précisé que cette rencontre s’inscrit dans "la vision stratégique éclairée, portée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de l’économie fondée sur la connaissance un choix national et un pilier essentiel dans le processus d’édification nationale".

Les conclusions de cette rencontre seront soumises aux hautes autorités du pays, dans le but d’enrichir le cadre de référence pour l’évaluation des politiques nationales en matière de recherche scientifique et d’innovation, en s’appuyant sur des indicateurs précis, a-t-il indiqué.

RENFORCEMENT DE L’INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

Nesda organisera aujourd’hui un Forum à Alger

L’Agence Nationale de Soutien et de Développement de l’Entrepreneuriat (NESDA) a annoncé hier dans un communiqué l’organisation d’un Forum national sur la localisation et la Sous-traitance, un événement stratégique de portée nationale, qui se tiendra aujourd’hui au Centre Culturel de la Grande Mosquée d’Alger.

Sous le haut patronage du Ministère de l’Économie de la Connaissance, des Startups et des micro-entreprises, cet événement constitue un tournant majeur dans la mise en œuvre de la politique de diversification économique de l’Algérie.

Il vise à renforcer l’intégration des acteurs économiques nationaux, stimuler la coopération entre les grandes et petites entreprises, et promouvoir les programmes de localisation et de sous-traitance en tant que moteurs de développement économique durable.

Ce forum, qui se déroulera sous le slogan «Construire des Ponts pour l’Intégration Économique», se positionne comme une véritable plate-

forme de discussion et de collaboration entre les différents acteurs économiques, qu’ils soient publics ou privés.

L’objectif principal est de créer des synergies entre les grandes entreprises et les petites structures, en facilitant l’accès à des partenariats stratégiques, des financements et un accompagnement technique et logistique adaptés.

Au programme de cet événement, des interventions de ministres, de chefs d’entreprises, ainsi que des experts locaux et internationaux.

Les participants auront l’occasion de découvrir des solutions concrètes visant à renforcer la souveraineté

économique du pays, réduire la dépendance aux importations et développer un tissu économique plus autonome et interconnecté.

Le forum permettra de favoriser le networking entre les grandes entreprises, les PME et les porteurs de projets, avec des sessions de discussion, de présentation de projets innovants et de négociations sur des contrats de sous-traitance.

Ce sera également l’opportunité pour les acteurs économiques de découvrir les avantages des programmes nationaux de soutien à l’implantation locale, qui encouragent la production et l’innovation au sein du pays.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Décembre 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	76	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	154	172	136	الطماطم	
	Oignon sec	58	66	51	البصل الجاف	
	Ail sec	752	819	685	الثوم الجاف	
	Carotte	79	89	69	الجزر	
	Navet	99	111	88	اللفت	
	Choux fleur	96	107	85	قرنبيط	
	Choux	89	101	76	الكرنب	
	Courgette	172	190	154	الكوسة	
	Haricot vert	271	297	244	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	144	157	130	الخس	
Fruits frais	Clémentine	194	231	156	كليمنتين	فواكه طازجة
	Orange	165	201	129	البرتقال	
	Citron	156	180	132	الليمون	
	Pomme locale	380	459	302	التفاح المحلي	
	Datte	504	633	375	التمر	
	Banane	475	493	458	الموز	
	Grenade	226	255	197	الرمان	
Produits d’origine animale	V viande bovine locale	1894	2051	1736	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	344	357	331	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,73	-24,10	5,63	10,97	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,87	9,00	5,56	35700	49 980 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,01	2,74	6,65	6,40	950	2 375 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,02	1,64	10,97	5,43	9643	22 178 900,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,09	-8,66	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	1,11	4,55	3,97	5,00	10	4 200,00

FORTE AFFLUENCE À LA FOIRE DE LA PRODUCTION NATIONALE 2025

Les ménages à la rencontre du « Made in bladi »

La Foire de la production nationale 2025 a confirmé, une nouvelle fois, son statut d'événement économique majeur en enregistrant une affluence exceptionnelle tout au long de ses journées d'exposition. Organisée dans un contexte marqué par la recherche de souveraineté économique et de diversification des sources de croissance, cette édition a attiré des dizaines de milliers de visiteurs, professionnels, investisseurs et simples citoyens, venus découvrir la richesse et la diversité du savoir-faire national.

Par Réda Hadi

Dès l'ouverture, les allées du parc des expositions ont été prises d'assaut par un public nombreux, témoignant d'un intérêt croissant pour les produits fabriqués localement. Des familles aux entrepreneurs, en passant par les étudiants et les opérateurs économiques, la forte fréquentation a illustré l'adhésion progressive des consommateurs à la production nationale, désormais perçue comme un gage de qualité, de compétitivité et de fierté économique. Cette affluence record s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, l'élargissement du nombre d'exposants, représentant des secteurs clés tels que l'agroalimentaire, l'industrie mécanique, l'électronique, le textile, les matériaux de construction, les énergies renouvelables et les services. D'autre part, les efforts consentis par les pouvoirs publics pour améliorer l'organisation, la communication et l'attractivité de la foire ont contribué à renforcer son rayonnement, tant au niveau national qu'auprès des partenaires étrangers. Au-delà de son succès populaire, la Foire de la production nationale 2025 a surtout mis en évidence son impact direct et indirect sur l'économie. En offrant une vitrine aux entreprises locales, notamment aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux start-up, l'événement

favorise la promotion du « made in national » et stimule la demande intérieure. Les commandes enregistrées sur place, les contrats de distribution conclus et les partenariats amorcés traduisent une dynamique économique concrète, appelée à se prolonger bien après la clôture de la foire. L'événement joue également un rôle central dans la substitution aux importations. En mettant en avant des produits locaux capables de répondre aux standards de qualité et de prix, la foire contribue à réduire la dépendance aux marchés extérieurs et à préserver les réserves de change. Cette orientation s'inscrit pleinement dans la stratégie économique visant à renforcer le tissu industriel national et à encourager la consommation de produits fabriqués localement. Sur le plan de l'investissement, la forte affluence observée a constitué un signal positif pour les investisseurs nationaux et étrangers. Les rencontres B2B, organisées en marge de la foire, ont permis de créer des opportunités de coopération, de transfert de technologie et de financement. Plusieurs opérateurs ont mis en avant la stabilité du cadre réglementaire et les mesures incitatives mises en place pour attirer les capitaux vers les secteurs productifs, notamment l'industrie et l'agriculture. L'impact de la Foire de la production nationale 2025 se mesure aussi en termes d'emploi. En

soutenant la croissance des entreprises locales et en favorisant l'émergence de nouveaux projets, l'événement participe à la création d'emplois directs et indirects. Les jeunes diplômés, particulièrement présents, ont pu échanger avec des recruteurs, découvrir les besoins du marché et s'informer sur les perspectives professionnelles offertes par les filières industrielles en développement. Par ailleurs, la dimension pédagogique de la foire ne doit pas être sous-estimée. Les conférences, panels et démonstrations technologiques ont permis de sensibiliser le public aux enjeux de la production nationale, de l'innovation et de la transition économique. Cette approche contribue à ancrer une culture industrielle et entrepreneuriale, essentielle pour assurer une croissance durable et inclusive. En définitive, la forte affluence enregistrée lors de la Foire de la production nationale 2025 confirme le rôle stratégique de cet événement dans la dynamique économique du pays. Véritable plateforme d'échanges, de promotion et d'investissement, la foire s'impose comme un moteur de valorisation du potentiel productif national. Elle reflète une économie en mutation, tournée vers la création de valeur locale, la compétitivité et la consolidation d'un modèle de développement fondé sur la production, l'innovation et la confiance dans les capacités nationales.

33^e FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Le baromètre d'une industrie en pleine mutation

Par Adem A.

L'Algérie ne se contente plus d'afficher ses ambitions industrielles ; elle s'emploie désormais à les traduire en capacités productives et exportatrices durables. Avec la participation de plus de 700 entreprises publiques et privées à la 33^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), organisée sous le slogan « L'Algérie fabrique son avenir », l'événement s'impose comme un indicateur révélateur de la dynamique économique nationale en cours. Pour l'économiste Ahmed Hidouci, ce rendez-vous annuel met en lumière une transformation réelle du tissu productif. « Nous assistons à une montée en puissance progressive des capacités de production et d'innovation des entreprises algériennes, soutenue par les réformes engagées ces dernières années », a-t-il souligné sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale. Il n'en demeure pas moins que les objectifs stratégiques restent ambitieux et requièrent, selon lui, une plus grande cohérence dans leur mise en œuvre. Si la loi sur l'investissement a contribué à améliorer sensiblement l'attractivité du climat des affaires, l'enjeu consiste désormais à traduire ces avancées réglementaires en une hausse effective de la contribution de l'industrie au produit intérieur brut, aujourd'hui estimée à environ 5 %, avec une cible comprise entre 10 % et 12 % à moyen terme. Au cœur de cette dynamique, la transformation numérique apparaît comme un levier déterminant de productivité. La digitalisation est perçue comme un outil essentiel pour réduire les coûts, optimiser les processus et faciliter l'accès aux marchés, en particulier pour les PME et les start-up. Le lancement de plateformes numériques dédiées au commerce extérieur et à l'importation des matières premières s'inscrit pleinement dans cette logique de modernisation. «

Le numérique permet non seulement de mieux identifier les besoins réels du marché national, mais aussi de créer des opportunités concrètes de substitution aux importations », a estimé Ahmed Hidouci. L'expert a toutefois insisté sur la nécessité de renforcer les chaînes de valeur nationales, un maillon qui demeure encore fragile. En dépit de l'émergence de pôles industriels dynamiques à Bordj Bou Arréridj, Sidi Bel Abbès ou Constantine, les interconnexions entre producteurs restent insuffisantes. Leur consolidation permettrait, selon lui, de mutualiser les achats de matières premières, de réduire les coûts logistiques et d'améliorer la compétitivité globale du produit « Made in Algeria ». Du côté des organisations patronales, le discours converge vers cette même exigence de lisibilité et de stabilité. Moncef Boudierba, vice-président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), a appelé à l'instauration d'un dialogue économique permanent entre l'État et les opérateurs. « Nous devons être associés aux commissions stratégiques, notamment celle annoncée par le Premier ministre pour la mise en place d'un réseau national de certification et d'accréditation », a-t-il affirmé sur la « Chaîne III » de la Radio algérienne. À ses yeux, la crédibilité du produit algérien à l'international repose sur l'alignement des normes nationales avec les standards mondiaux. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification hors hydrocarbures, fondée sur des « champions nationaux » déjà en mesure de répondre à la demande intérieure. Toutefois, Boudierba met en garde contre toute rupture dans l'approvisionnement en intrants. « Bloquer une usine pour un problème d'intrants, c'est pénaliser toute la chaîne de valeur », a-t-il averti, plaidant pour un fonctionnement économique fondé sur la confiance, la transparence et la fluidité des échanges.

Sur le plan des indicateurs, les données disponibles confirment une dynamique encourageante. Le nombre d'opérateurs économiques inscrits au registre du commerce dépasse désormais 2,4 millions, enregistrant une hausse de 10 %. Si cette évolution est perçue comme un signal positif, elle demeure insuffisante au regard du potentiel national, notamment dans des secteurs à forte valeur ajoutée tels que la pétrochimie, la pharmacie, la mécanique ou l'agroalimentaire. À cela s'ajoute la problématique persistante du foncier industriel, qui continue de freiner l'investissement. Bien que près de 50 zones industrielles soient programmées, leur mise en service effective reste lente face à une demande croissante. « Accélérer la concrétisation des projets est aujourd'hui une priorité absolue », a insisté Ahmed Hidouci, rappelant que les quelque 15 000 projets enregistrés auprès de l'AAPI pourraient transformer en profondeur l'économie nationale s'ils entraient rapidement en phase de production. Enfin, l'Afrique s'impose comme l'horizon stratégique naturel de cette nouvelle phase industrielle. Avec des besoins d'importation estimés à 800 milliards de dollars, le continent offre des perspectives considérables. Pour Moncef Boudierba, l'enjeu n'est toutefois plus de se limiter à des opérations ponctuelles. « Il faut passer à la phase 2 de l'exportation, avec une présence physique des entreprises algériennes à l'étranger, des partenariats privé-privé et un accompagnement bancaire et logistique adapté », a-t-il expliqué. Sortir durablement de la dépendance aux hydrocarbures exige ainsi, selon Ahmed Hidouci, « de la lucidité, de la discipline et une vision claire des secteurs créateurs de valeur ». À la lumière des débats de cette 33^e Foire de la production algérienne, ce constat semble désormais largement partagé, confirmant que la mutation du modèle économique national est bel et bien engagée.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Lancement prochain du Réseau national de certification et d'accréditation

Par R. E.

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a visité, samedi, la Foire de la production algérienne (FPA), dont la 33^e édition a été inaugurée, jeudi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'intérêt porté par l'Etat à la promotion de la production nationale, au soutien à l'industrie locale et à la valorisation des capacités productives nationales, en cohérence avec les orientations visant à renforcer la souveraineté économique et à bâtir une économie nationale diversifiée. Au stand de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), le Premier ministre a annoncé le lancement prochain du Réseau national de certification et d'accréditation, qui sera créé en coordination avec les ministères du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, et du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Ce réseau regroupera des opérateurs publics et privés ainsi que des laboratoires agréés à l'échelle nationale, a indiqué le Premier ministre, qui a relevé que cette mesure permettra au produit national de franchir les barrières non douanières, tout en lui facilitant l'accès aux marchés internationaux. Au niveau du stand de la SNS, M. Ghrieb a appelé les responsables de l'entreprise à accélérer la cadence de réalisation des silos de stockage de céréales confiés à ses filiales, annonçant la programmation, au cours de la semaine prochaine, d'une réunion en coordination avec l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), afin de clore le dossier des silos et de procéder à leur livraison complète avant la fin du premier trimestre de 2026. Lors de sa rencontre avec les exposants, le Premier ministre a rappelé "l'importance capitale" accordée à l'industrie locale dans le programme du président de la République, qui attache une attention particulière à l'encouragement de l'investissement productif, au soutien aux entreprises nationales, à la réalisation de l'autosuffisance et au renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, conformément à la vision stratégique de l'Etat visant à bâtir une économie forte et diversifiée.

EL TARF

Récupération de 48
pièces de monnaie
archéologique et
arrestation d’une
personne

Les éléments de la brigade mobile de police judiciaire de la sûreté de daïra d’Echatt, dans la wilaya d’El Tarf, ont réussi à récupérer 48 pièces de monnaie archéologique et arrêter une personne originaire d’une wilaya de l’Est du pays, a-t-on appris samedi auprès de ce corps de sécurité. Le chef du bureau de communication à la sûreté de wilaya, l’officier principal de police, Hamza Djellab, a précisé qu’exploitant des informations relatives à une personne s’adonnant à la commercialisation de pièces de monnaie archéologique dans la wilaya, les policiers ont intensifié les investigations qui ont conduit à l’identification du suspect et son arrestation dans la commune d’Echatt au terme d’un plan minutieux en possession de 48 pièces de monnaie archéologique obtenues à la suite de fouilles. Inscrivant l’opération dans le cadre des efforts des services opérationnels de la protection du patrimoine culturel, la même source a indiqué qu’un dossier pénal a été établi à l’encontre du mis en cause pour " possession en vue de la vente de pièces de monnaie archéologique sans autorisation des instances compétentes". De son côté, la direction de la culture et des arts de la wilaya a indiqué que l’expertise a confirmé l’importance historique des pièces de monnaie qui remontent à la période romaine.

CONSTANTINE

Lancement d’un
programme
d’animation culturelle
à l’occasion des
vacances scolaires
d’hiver

Un programme d’animation culturelle et artistique varié, a été entamé, samedi, dans la wilaya de Constantine, à l’initiative de différentes structures relevant de la direction de la culture et des arts, a appris l’APS auprès de son directeur, Farid Zaiter. Ce programme, dont les activités, s’étaleront jusqu’à la fin du mois de décembre en cours ciblera l’ensemble des communes afin de permettre aux enfants, notamment de profiter pleinement des vacances d’hiver, a indiqué le même responsable. Il est prévu, dans ce cadre, la présentation d’une trentaine de pièces théâtrales au Palais de la culture Mohamed Laid Al Khalifa et au Théâtre régional Mohamed Tahar Fergani, a-t-il révélé. Des ateliers pédagogiques et récréatifs destinés aux enfants ont été également lancés au Musée national public des arts et expressions culturelles traditionnels "Palais Ahmed Bey" et au Musée public national Cirta, situés au centre- ville de Constantine, a ajouté M. Zaiter.

BÉCHAR

Lancement d’une opération
de plantation d’arbustes sur le tracé
de la ligne ferroviaire minière ouest

Une opération de plantation d’arbustes sur le tracé de la ligne ferroviaire minière ouest, Béchar-Béni-Abbès-Tindouf-Gara-Djebilet a été lancée samedi à Béchar.

Cette opération, supervisée par le wali de Béchar Ahmed Benyoucef sur un linéaire de 10 km, fait suite à l’appel du ministère de la Jeunesse, dans le cadre de l’accompagnement de ce mégaprojet ferroviaire par ce secteur, ainsi qu’au titre des actions de promotion des pratiques environnementales durables, a précisé le directeur local de la jeunesse et des sports Abdelhalim Hani. L’initiative qui a permis la plantation de plusieurs centaines d’arbustes, a enregistré la participation des éléments de l’Armée nationale populaire (ANP), ceux du secteur des forêts, d’adhérents aux Scouts musulmans d’Algérie (SMA), du Croissant rouge algérien (CRA) et de re-

présentants de plusieurs associations ainsi que de nombreux citoyens, selon le même responsable. Ce programme de plantation couvre sept (7) points stratégiques de cette ligne ferroviaire dont Béchar, les régions de Boulaadam et Taous dans la wilaya de Béni-Abbès, tandis qu’il concerne dans la wilaya de Tindouf, la zone du site du gisement de fer de Gara-Djebilet, et les régions de Hassi Khebi et Oum El Assel, a-t-il ajouté. Cette initiative, qui coïncide avec la phase finale de la réalisation de cette ligne ferroviaire stratégique, a été concrétisée pour mettre en évidence l’importance qu’accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Teb-

bonne, a ce mégaprojet et dont il a souligné auparavant l’importance historique pour le développement socio-économique du sud-ouest et du pays en général, souligne, par ailleurs, un communiqué du ministère de la Jeunesse. L’opération qui se devra poursuivre, vise également à impliquer activement les jeunes volontaires dans la protection de l’environnement autour du même mégaprojet structurant, à travers des activités de plantation d’arbres, de lutte contre la désertification et d’amélioration du paysage, reflétant ainsi la prise de conscience des jeunes quant à leur rôle dans le soutien du développement national durable, selon le même communiqué.

KHENCHELA

Lancement prochain de la réalisation de 4 établissements scolaires

Les travaux de réalisation de quatre établissements scolaires seront lancés " au cours du premier trimestre 2026 " dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris samedi auprès du directeur des équipements publics, Abdelouahab Boudib. Il s’agit de trois écoles primaires prévues au chef-lieu de

wilaya et dans les communes d’El Hamma et d’Ouled Rechache et d’un collège d’enseignement moyen (CEM) au chef-lieu de wilaya, a précisé à l’APS le même responsable qui a indiqué que la direction des équipements publics œuvre actuellement à parachever les procédures administratives avant le coup d’envoi des tra-

vaux de ces projets. L’installation des chantiers de réalisation de ces équipements et le lancement des travaux dont les délais n’excéderont pas les 10 mois aura lieu " au cours du premier trimestre 2026 ", selon la même source. Une enveloppe financière de plus de 500 millions DA a été octroyée par les autorités lo-

cales à la réalisation de ces projets, a-t-il souligné. Au cours du mois de décembre courant, il a été procédé au lancement des travaux de réalisation de quatre CEM dans les communes de Khenchela, de Bouhmama et de R’mila et un CEM dans la commune d’El Hamma.

EL-MENIAA

Nouveaux équipements pour renforcer les prestations médicales

Le secteur de la santé de la wilaya d’El-Meniaa vient d’être renforcé de nouveaux équipements médicaux susceptibles de consolider les prestations médicales, a-t-on appris samedi de la direction locale de la santé et de population (DSP). Remis par les autorités locales, ces équipements ont porté sur la dotation de l’établissement public hospitalier EPH-Colonel Mohamed Chaabani de 22 appareils mé-

dicaux, consistant en deux (2) tables de chirurgie générale, deux respirateurs d’anesthésie, autant d’autres d’anesthésie artificielle, d’un appareil d’échographie, un incubateur néonatal, un appareil pour laboratoire de traitement bactériologique, ainsi que dix (10) réfrigérateurs mortuaires, a détaillé le DSP par intérim, Hamza Fathi. S’agissant de l’équipement de l’établissement public de santé de proximité, ce der-

nier vient de bénéficier de sept (7) appareils médicaux, dont un appareil d’imagerie numérique, un appareil de panoramique dentaire, deux appareils d’analyses chimiques de laboratoire. Cette opération s’imbrique au titre des efforts fournis par l’état pour l’équipement des structures médicales de la wilaya en moyens et appareils nécessaires en vue d’une meilleure prise en charge médicales des patients.

SAÏDA

Campagne de sensibilisation pour la prévention des accidents
de la route en période d’intempéries

Le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Saïda a lancé, samedi, une campagne de sensibilisation visant à prévenir les accidents de la circulation durant les périodes d’intempéries, a-t-on appris auprès de ce corps de sécurité. Cette campagne s’inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts déployés par les services de la Gendarmerie nationale en matière de prévention des accidents de la route, notamment en période d’intempéries, selon la même source. Elle a pour objectif de sensibiliser les

conducteurs aux risques d’accidents liés aux conditions météorologiques défavorables, en les appelant à faire preuve de vigilance, de prudence et à respecter les règles de la conduite routière. Cette opération, organisée jusqu’au 10 janvier prochain sous le slogan "Le respect du Code de la route pour la sécurité de tous", concerne plusieurs points de la wilaya, notamment le barrage fixe de la zone d’Aïn-Teghat (commune d’Ouled Khaled) sur la route nationale RN6 reliant les wilayas de Saïda et de Mascara, qui connaît un trafic routier

intense, notamment durant les vacances scolaires d’hiver. Elle touche également le rond-point de la commune d’Aïn El-Hadjar, la sortie de la commune de Sidi-Boubekeur ainsi que la région de Hassi El-Abd (commune de Youb). Dans ce cadre, les éléments de la Gendarmerie nationale prodiguent des conseils préventifs aux conducteurs et procèdent à la distribution de dépliants portant sur le respect du Code de la route, tout en mettant en exergue l’importance du contrôle périodique des véhicules, entre autres.

MALGRÉ SA POLITIQUE HASARDEUSE

Donald Trump n'a pas encore réussi à couler l'économie mondiale

Le pire avait été redouté du fait de la hausse des droits de douane américains et de la persistance des tensions géopolitiques, mais l'économie mondiale a résisté mieux que prévu en 2025. Toutes les zones d'ombre sont cependant loin d'être dissipées.



Par Gérard Horny –
Édité par Émile Vaizand

Même ceux que l'économie ne passionne pas outre mesure se souviendront longtemps du mercredi 2 avril 2025, où l'on a vu le président Donald Trump brandir à la face du monde ébahi des panneaux sur lesquels étaient inscrits les droits de douane démentiels qu'il allait imposer aux marchandises entrant sur le territoire des États-Unis. Sur le fait qu'il allait annoncer une hausse de ces droits de douane, ce n'était pas une surprise. Lors de son premier mandat, il avait déjà eu recours à de telles mesures concernant plusieurs produits et plusieurs pays et, tout au long de sa campagne électorale, il avait clairement annoncé un nouveau durcissement des règles du jeu. Mais les mesures annoncées ce jour-là étaient tellement extravagantes qu'elles ont provoqué un mouvement de panique dans les milieux économiques et financiers. Même aux États-Unis, qui étaient censés en profiter, c'était le désarroi. En une semaine, du 1er avril au 8 avril 2025, l'indice phare de la Bourse de New York, le S&P 500, a perdu 11,5% de sa valeur.

Le pire a été évité

À ce moment-là, les prévisions les plus pessimistes concernant l'économie mondiale ont commencé à circuler: ralentissement du commerce mondial et de la croissance, hausse des prix aux États-Unis, d'où l'impossibilité pour la Réserve fédérale du pays (Fed) de continuer de baisser ses taux d'intérêt pour soutenir l'activité, donc hausse du chômage, etc.

Effectivement, le choc a été rude. Pour les entreprises exportatrices, le manque de visibilité a été profondément perturbant. Puis il est apparu que les droits de douane annoncés ne seraient probablement pas appliqués tels quels.

Des discussions ont commencé entre les États-Unis et ses partenaires, la plupart d'entre eux ayant décidé de tenter d'ama-douer le grand chef de la Maison-Blanche, à l'exception de la Chine qui a été pratiquement la seule à rendre coup pour coup. Par ailleurs, Donald Trump a été le premier à revenir de lui-même sur certaines de ses décisions quand ses conseillers ont réussi à lui faire comprendre que la hausse des tarifs douaniers sur des produits que les États-Unis devraient de toute façon continuer d'importer aurait pour seule conséquence de faire baisser le pouvoir d'achat des consommateurs américains.

En juin, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estimait que le taux effectif des droits de douane sur les importations américaines serait porté à 15,4%. Dans sa dernière étude sur les perspectives économiques, publiée le mardi 2 décembre, les économistes de l'OCDE estiment maintenant ce taux à 14%. Et il se pourrait que ce dernier baisse encore quand les accords discutés avec plusieurs pays entreront en application.

Certes, il faut rappeler que ce taux s'élevait seulement à un peu plus de 2% en 2024, ce qui représente une hausse considérable et un véritable choc pour les entreprises concernées et les pays les plus touchés, mais le pire a été évité. Selon les prévisions que l'OCDE avait publiées en juin, la croissance mondiale devait revenir de 3,3% en 2024 à 2,9% en 2025 puis en 2026. En fin de compte, le recul devrait être moins élevé cette année, avec une

croissance mondiale qui s'établirait encore à 3,2%, mais le recul à 2,9% est toujours annoncé pour l'an prochain.

Des mesures largement anticipées

Pourquoi l'économie mondiale a-t-elle mieux résisté jusqu'à présent à ce choc qu'on ne le pensait au départ? Un peu parce que la hausse des droits de douane américains a été légèrement plus faible que ce que l'on avait pu craindre en avril, mais surtout parce que les importateurs américains et les exportateurs étrangers avaient anticipé les mesures annoncées par le nouveau président. Dès qu'a été connu le résultat de l'élection présidentielle américaine en novembre 2024, le flux de marchandises en direction des États-Unis s'est intensifié. Cela ressort très clairement des statistiques publiées outre-Atlantique par le Bureau d'analyse économique (Bureau of Economic Analysis).

Sur les huit premiers mois de l'année 2025, le déficit commercial des États-Unis est passé de 521 milliards de dollars en 2023 et 571 milliards en 2024 à 713 milliards en 2025. Joli succès! Dès la fin de l'année 2024, les importations américaines de biens et services ont commencé à augmenter: alors qu'elles avaient oscillé entre janvier et novembre entre 329 et 355 milliards de dollars chaque mois, elles sont passées à 367 milliards en décembre 2024, puis elles se sont hissées à plus de 400 milliards pendant les trois premiers mois de l'année 2025 [PDF].

Les importations états-uniennes ont ensuite retrouvé un niveau plus modeste, à 340 milliards de dollars en août 2025 (il s'agit du dernier mois connu, la fermeture des administrations fédérales pendant quarante-trois jours, lors du shutdown dû

au désaccord budgétaire au Congrès américain, ayant fortement retardé la publication de toutes les statistiques économiques).

Petit détail croustillant à relever: du fait de cette boulimie d'achats à l'étranger au début de l'année 2025, le déficit de la balance commerciale des États-Unis a atteint des sommets pendant trois mois, à plus de 120 voire 130 milliards de dollars par mois. Sur les huit premiers mois de l'année, ce déficit commercial est passé de 521 milliards de dollars en 2023 et 571 milliards en 2024 à 713 milliards en 2025. Joli succès!

Les ventes de la France ont assez bien résisté

Cette anticipation des mesures tarifaires américaines se retrouve dans les statistiques françaises et européennes. Selon les calculs de l'administration des douanes françaises, les exportations de la France vers les États-Unis ont augmenté de 6% au premier trimestre 2025 par rapport au premier trimestre de 2024 et celles de l'Union européenne (hors Irlande) ont grimpé de 8%.

Elles ont ensuite reculé de 1% au deuxième trimestre 2025 avant de se stabiliser au troisième trimestre. Pour l'Union européenne, la direction générale des douanes a préféré mettre à part le cas de l'Irlande, dont les exportations vers les États-Unis sont majoritairement constituées de produits pharmaceutiques qui ont été exemptés de droits de douane additionnels jusqu'en août 2025. Par anticipation des mesures à venir, les exportations de ce pays ont été multipliées par 2,5 entre janvier et mai 2024 et la même tranche de 2025.

Source : Slate.fr ; le 9 décembre 2025

DUBAÏ

De nouvelles initiatives sur les marchés financiers

Dubaï a annoncé lundi l'entrée en bourse de 10 sociétés gouvernementales et publiques sur le marché financier de Dubaï, dans une volonté d'accélérer les nouvelles entrées en bourse dans divers secteurs, notamment l'énergie, la logistique et la vente au détail. Cheikh Maktoum ben Mohammed ben Rashid, vice-dirigeant de Dubaï et ministre des Finances des Émirats arabes unis, a également annoncé la formation d'un comité de surveillance des marchés de Dubaï et de tribunaux spécialisés pour les marchés des capitaux dans l'émirat. Ces annonces ont été faites lors de la première réunion du comité supérieur des valeurs mobilières et du change, chargé de développer la vision du secteur financier et d'évaluer les plans et les politiques pour atteindre les objectifs stratégiques. L'émirat vise à augmenter le volume total de ses marchés boursiers à 3 trillions de dirhams des EAU (1 dirham des EAU = 0,22 euro) dans le cadre de la vision du Premier ministre des Émirats arabes unis et dirigeant de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rashid. Au cours de la réunion, le comité a approuvé la création d'un fonds de teneur de marché de 2 milliards de dirhams «visant à augmenter la liquidité sur les marchés», et lancera un fonds d'un milliard de dirhams «pour soutenir les introductions en bourse d'entreprises technologiques (offres publiques initiales) et encourager les solutions et produits financiers innovants», selon un communiqué de l'agence de presse officielle WAM. «Le comité mandatera l'étude d'un cadre réglementaire pour attirer de nouveaux actifs numériques en vue d'opérer à partir de Dubaï, en sus de soutenir les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et de rendre compte des opérations, ce qui contribuera à façonner l'économie future de Dubaï.» Le comité a également approuvé la formation du comité de surveillance des marchés de Dubaï, présidé par le Dr Abdulla al-Ghafari, ainsi que la formation de deux tribunaux spécialisés au sein du tribunal de commerce pour régler les litiges en matière de valeurs mobilières à partir de janvier.

MAURITANIE

Wärtsilä conserve des contrats d'exploitation sur des infrastructures électriques clés

En Mauritanie, l'exploitation et la maintenance des infrastructures électriques reposent en partie sur des partenariats de long terme avec des acteurs spécialisés, appelés à intervenir aussi bien sur des actifs publics que sur des installations privées industrielles.

Le groupe finlandais Wärtsilä, spécialisé dans les technologies énergétiques et les services d'exploitation de centrales électriques, poursuit ses activités en Mauritanie à travers des contrats de long terme. Jeudi 18 décembre, l'entreprise a annoncé le renouvellement pour trois ans de son accord d'exploitation et de maintenance avec Tasiast Mauritanie Limited S.A., filiale du groupe canadien Kinross Gold Corporation. L'accord porte sur une centrale électrique de 60 MW qui alimente le site minier de Tasiast, situé à environ 300 kilomètres au nord de Nouakchott. Mise en service en 2013, la centrale est exploitée et maintenue par le groupe finlandais depuis sa construction. Le contrat renouvelé intègre un mécanisme de performance basé sur les résultats, introduit lors de l'extension du site en 2022, visant à aligner la performance énergétique sur les objectifs

opérationnels et commerciaux de la mine. L'installation fonctionne au sein d'un réseau hybride isolé combinant solaire, batteries et production thermique, et assure à la fois la charge de base et la réserve tournante nécessaires à la stabilité de l'approvisionnement électrique du site. Ce renouvellement intervient quelques semaines après un autre accord conclu en Mauritanie. Fin novembre, la compagnie nationale d'électricité du pays (SOMELEC) avait signé avec Wärtsilä un contrat de performance garantie de trois ans également pour la centrale thermique de 34 MW de Nouadhibou. Cet accord élargissait un partenariat existant en y intégrant des engagements formels sur la performance de l'actif, un dispositif de maintenance renforcé et un appui opérationnel permanent. Ces deux contrats concernent des infrastructures énergétiques stratégiques,

destinées à la fois à l'alimentation de la capitale économique et au fonctionnement d'un site minier industriel majeur. Ils s'inscrivent dans un contexte où la sécurisation de l'approvisionnement électrique reste un enjeu central pour la continuité des activités économiques. Selon le rapport 2024 de l'ITIE Mauritanie, le secteur minier représente environ 25 % des recettes budgétaires de l'État et près de 80 % des exportations du pays. Le même rapport indique que Tasiast figurait en 2024 parmi les deux premières entreprises extractives en termes de revenus versés à l'État. Dans ce cadre, la fiabilité des infrastructures électriques apparaît comme un élément clé du fonctionnement des sites miniers, au même titre que la stabilité du réseau dans les principaux centres urbains.

TUNISIE

La Bourse sur la bonne voie

La Bourse de Tunis se positionne comme un acteur régional important grâce à une stratégie axée sur l'accessibilité, la transparence, l'éducation financière et la promotion des normes ESG (Environnement, Social, Gouvernance). Ces initiatives sont importantes dans le maintien et le renforcement du positionnement régional de la place financière nationale, et exprime une grande confiance dans sa capacité à continuer à jouer un rôle clé dans le développement économique du pays et de la région.

Performances des indices et des échanges

La dynamique de la Bourse de Tunis est portée par des facteurs macroéconomiques, des catalyseurs secto-

riels, l'essor des investisseurs particuliers, l'attraction des investisseurs étrangers et des annonces économiques et institutionnelles nationales et internationales, créant un écosystème où la confiance et la diversification jouent un rôle clé pour le financement de l'économie. La Bourse de Tunis domine les marchés arabes avec une hausse de 14,45% de sa capitalisation boursière à fin octobre 2025. Ce résultat place l'indice tunisien devant ceux d'Amman et d'Égypte, qui affichent respectivement 8,15% et 7,11% de progression. Selon le bulletin mensuel des marchés financiers arabes du Fonds monétaire arabe (FMA), cette performance s'accompagne d'une amélioration notable des échanges et des volumes de transactions.

Une dynamique positive

L'indice de la Bourse de Tunis a connu une forte progression, avec une valeur des échanges en hausse de 77,32%. Le volume des transactions a suivi la même tendance, grimpa de 57,63%. Ces chiffres reflètent une dynamique positive pour le deuxième mois consécutif sur les marchés arabes, soutenue par les bons résultats trimestriels des sociétés cotées, particulièrement dans le secteur bancaire. L'indice composite du FMA a enregistré une augmentation de 1,20% à fin octobre, grâce à la bonne tenue de la majorité des indices boursiers arabes. Les transactions ont clos le mois sur une note favorable, dopées

par les performances des entreprises listées. Cette vitalité touche plusieurs places régionales, confirmant une reprise graduelle des activités financières. Le financement des entreprises est une question cruciale dans toutes les économies du monde. Dans la région MENA qui est celle de notre ancrage, le financement par l'introduction en bourse se limite à une petite élite d'entreprises notamment les plus grandes parmi elles. De ce point de vue, la bourse de Tunis s'en sort relativement bien puisque à en croire les classements des dernières années, elle se hisse aux premiers rangs dans la région MENA selon l'évolution de la capitalisation boursière ; elle occupe même au continent africain, une bonne po-

sition en termes de rendement de progression des volumes des transactions. Beaucoup d'efforts ont été déployés et continuent pour attirer plus d'entreprises à ouvrir leur capital et oser le pas de la bourse. Néanmoins, cet enthousiasme s'atténue, dans une certaine mesure, quand on raisonne du point de vue du nombre d'entreprises cotées et de son évolution ; rapidement alors on s'efforce de constater la faible ampleur relative du nombre d'entreprises introduites sur la place malgré l'existence d'un potentiel important d'entreprises qui répondent aux critères d'introduction, et ce, comparativement à d'autres places régionales.

EGYPTE

Les investissements égyptiens en Afrique dépassent les 12 milliards \$

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a précisé que le taux d'investissement égyptien en Afrique dépasse 12 milliards de dollars, lors de sa rencontre avec des ministres africains samedi 20 décembre, en marge de la deuxième édition du Forum de partenariat Russie-Afrique. « Le total des échanges économiques avec le continent africain a dépassé le 10 milliard de dollars », a-t-il ajouté. « Malgré les efforts déployés par nos nations, le développement en Afrique reste confronté à de nombreux défis, notamment la fragilité des infrastructures, le déficit de financement et l'accroissement des risques », a-t-il expli-

qué. Lors de cette réunion, le président Al-Sissi a exposé les cinq piliers de la vision égyptienne pour le développement du continent, que sont : (1) le soutien à la mise en œuvre de corridors stratégiques et de zones logistiques, (2) le renforcement de la coopération énergétique et de l'interconnexion électrique, (3) l'appui au développement agricole pour garantir la sécurité alimentaire, (4) la promotion du commerce intra-africain, ainsi que (5) l'intensification de la coopération en matière de télécommunications et d'intelligence artificielle. « Par ailleurs, l'Égypte poursuit son soutien aux programmes de renforce-

ment des capacités et de développement humain en Afrique, par l'intermédiaire de l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement (EAPD) », a indiqué le chef de l'Etat égyptien. Et d'ajouter : « Cette dernière a déjà mis en œuvre plus de 700 programmes de formation dans divers domaines, en étroite adéquation avec les priorités des pays africains frères ».

La lutte contre le terrorisme

Lors de la réunion, Al-Sissi a souligné l'importance cruciale d'instaurer une stabilité durable dans la région de la

Corne de l'Afrique et de garantir la sécurité de la navigation en mer Rouge, deux piliers fondamentaux de la sécurité régionale et internationale. Al-Sissi a souligné que l'Égypte a l'intention de participer à la nouvelle mission de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM) et déploie des efforts soutenus pour mobiliser les financements nécessaires à cette mission. « L'Égypte veille à renforcer sa coopération avec les pays africains frères pour contrer ce fléau à travers une approche globale » a-t-il précisé. Celle-ci intègre les dimensions sécuritaire, développementale, idéologique et sociale.

SÉNÉGAL

Lancement de l’aménagement de l’Agropole Centre à 192 millions \$

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à 16 % au PIB et emploie environ 22 % de la population active. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement intensifie ses efforts dans la transformation agroalimentaire, pour créer plus de valeur et stimuler la production.

Au Sénégal, le coup d’envoi du projet de zone de transformation agro-industrielle de l’Agropole Centre a été officiellement donné le 16 décembre dernier, selon les informations relayées par l’Agence de presse sénégalaise (APS). D’un cout total de de 107,4 milliards FCFA (environ 191,7 millions USD) cette initiative destinée à renforcer la transformation locale des productions agricoles, est financé par l’État avec l’appui de plusieurs partenaires techniques et financiers, dont la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et l’Agence belge de développement (Enabel). Selon les autorités, l’Agropole Centre devrait permettre la mise en œuvre de 37 projets structurants dans des filières jugées stratégiques, notamment l’arachide, les céréales sèches (mil, maïs, sorgho), le sésame et le sel dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Les interventions porteront principalement sur l’implantation d’unités industrielles et de plateformes de transformation. L’initiative vise une progression notable du taux de transformation industrielle dans la région, avec une hausse attendue de 6 à 30 % pour les céréales ciblées, de 15 à 50 % pour l’arachide et de 10 à 30 % pour le sel. Sur le plan socio-économique, il est attendu la création de près de 130 000 emplois directs et de plus de 200 000 emplois indirects, principalement au profit des jeunes et des femmes, très présents dans

les chaînes de valeur agricoles. Le projet ambitionne également d’améliorer les revenus des producteurs grâce à une meilleure valorisation des matières premières locales. « L’Agropole Centre est un projet d’envergure qui essaie de promouvoir l’équité territoriale pour faire de la zone centre un lieu de transformation agro-industrielle censée piloter tout ce qui est transformation des produits issus du terroir, pour plus de valeur ajoutée qui va se traduire en termes d’emplois créés », explique Babou Dramé, coordonnateur du projet. L’Agropole Centre s’inscrit par ailleurs dans une approche intégrée de développement des chaînes de valeur. Tandis que le ministère de l’Industrie et du Commerce pilote les volets liés à la transformation et à l’industrialisation, le ministère de l’Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l’Élevage est chargé de renforcer l’offre en matières premières, notamment à travers l’appui aux organisations de producteurs, l’amélioration de la productivité agricole et la maîtrise de l’eau.

Un plan d’investissement plus vaste

L’Agropole Centre n’est pas un projet de transformation agro-industrielle isolé. Il constitue une composante régionale du Programme national de développement des agropoles du Sénégal (PNDAS), destiné à structurer et moderniser l’agro-industrie à l’échelle nationale. Ce pro-

gramme prévoit l’aménagement de quatre autres agropoles dans le Sud (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou), à l’Ouest (Thiès), au Nord (Saint-Louis, Louga, Matam) et à l’Est (Tambacounda, Kédougou) du pays. Le PNDAS repose sur une logique de spécialisation régionale, chaque agropole valorisant les filières dominantes de son territoire. Ainsi, l’Agropole Nord se concentre par exemple sur le riz, l’horticulture d’exportation, l’élevage de bétail ou encore la pêche et l’aquaculture, tandis que celui du Sud privilégie la mangue, l’anacarde et le maïs. Pour Dakar, ces projets figurent parmi les instruments clés de la politique de souveraineté alimentaire. L’enjeu d’un renforcement de la transformation locale est non seulement de créer plus de valeur ajoutée, mais aussi de stimuler la production agricole pour réduire la dépendance aux importations alimentaires et améliorer la balance commerciale du pays. Le Sénégal est le deuxième pays de l’UEMOA qui dépense le plus pour les importations de denrées alimentaires. Selon les données compilées par la CNUCED, le pays de la Teranga a importé pour près de 1,88 milliard \$ de produits alimentaires en moyenne par an entre 2021 et 2023. Parmi les principaux postes de dépenses figurent notamment le riz, le blé, le maïs, l’huile de palme, les produits laitiers ou encore le sucre.

ZLECAF

AmCham Cameroon s’appuie sur Africa Trade Gateway d’Afreximbank pour doper les échanges

La Chambre de commerce américaine au Cameroun (AmCham) veut intensifier le commerce entre le Cameroun et les autres pays africains. L’institution consulaire a organisé, le 18 décembre à Douala, un déjeuner d’affaires pour présenter les opportunités ouvertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). L’objectif affiché est d’aider les entreprises à transformer ce cadre régional en débouchés et en contrats. « Nous avons pour missions d’apporter à nos membres des informations pertinentes pour leur permettre de croître leurs entreprises et de faire plus de profits. La Zlecaf est une grosse opportunité qui offre des solutions à nos entreprises », a indiqué Laure Djoukam, présidente d’AmCham Cameroon. Pour Laure Djoukam, l’ouverture de marchés ne produit pas d’effets sans une stratégie d’implémentation capable de déboucher sur des signatures de contrats et un accès effectif à de nouveaux marchés. Dans cette logique, AmCham mise sur Africa Trade Gateway (ATG), un écosystème numérique destiné aux acteurs du secteur privé africain et conçu comme un point d’entrée vers des services clés du commerce intra-africain.

Africa Trade Gateway : un guichet unique lancé par Afreximbank en 2023

Lancé en 2023 par la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), Africa Trade Gateway se présente comme un guichet

unique fournissant des informations détaillées sur les réglementations commerciales de chaque pays africain. L’outil vise à faciliter la navigation dans les procédures administratives et à soutenir la conformité aux exigences réglementaires, pays par pays. Selon Christophe Adnot, consultant ATG, cet écosystème — qui inclut plusieurs plateformes (Mansa, Papps, Tradar Club, Atex, ATG Connect) — doit permettre aux entreprises de développer leurs activités commerciales, de sécuriser leurs opérations financières et de constituer un réseau de partenaires, qu’il s’agisse de financeurs ou de prestataires de services. Dans le détail, l’ATG met en relation les entreprises avec des institutions financières proposant des solutions de financement adaptées à leurs besoins : prêts commerciaux, lignes de crédit et garanties. L’ambition est de faciliter l’accès aux ressources financières nécessaires pour soutenir la croissance des entreprises dans un contexte d’expansion régionale. Le dispositif propose également des outils et services destinés à simplifier les opérations d’importation et d’exportation, notamment la génération de documents commerciaux et le suivi des expéditions. L’enjeu, pour les entreprises, est de réduire les délais et les coûts liés au commerce transfrontalier. Par ailleurs, l’ATG fournit des informations et des analyses sur les tendances de marché, les opportunités sectorielles et les profils de pays, afin d’aider les entreprises à cibler les marchés les plus

porteurs. Pour la présidente d’AmCham, « il s’agit là d’une occasion pour les entreprises camerounaises qui craignent d’être absorbées à cause de l’ouverture du marché, de se restructurer pour ne pas se laisser écraser mais plutôt bénéficier des opportunités ». La Chambre annonce des séances de formation avec la Zlecaf et ses partenaires pour permettre aux entreprises locales de peaufiner leurs stratégies.

Des exportateurs déjà engagés, mais un commerce intra-africain encore marginal

Depuis 2022, quelques entreprises camerounaises commercent sous la Zlecaf, notamment le GIC Afatex (safous, ananas séchés, gingembre vers le Ghana), Cameroon Tea Estate et Ndawara Tea Estate (thé vers le Ghana), Inoda Industries Sarl (résine) et la Compagnie camerounaise d’aluminium (Alucam) (lingots d’aluminium vers l’Algérie). En parallèle, le gouvernement forme activement les PME locales pour saisir ces opportunités, en mettant l’accent sur l’agro-industrie, les TIC et les énergies renouvelables. D’après l’Institut national de la statistique (INS), la balance commerciale entre le Cameroun et les autres pays africains a atteint 943,5 milliards de FCFA en 2023, contre 1 040 milliards de FCFA en 2022, révélant un déficit de 97,2 milliards de FCFA. Ce qui représente une diminution de 62,3 % en glissement annuel.

MARCHÉ FINANCIER

Le Gabon réussit une levée de 190 millions \$, sursouscrite à plus de 212%

Les investisseurs camerounais et gabonais ont pourvu l’essentiel des souscriptions de cet emprunt obligataire, destiné à financer les projets jugés prioritaires par les autorités gabonaises. L’État gabonais vient de boucler avec succès son émission obligataire baptisée « EOG 2025 à tranches multiples 2, apprend-on dans le rapport de clôture rendu public ce 19 décembre 2025. Lancée en septembre dernier avec un objectif initial de 50 milliards FCFA (environ 82,2 millions USD), l’opération a finalement permis de mobiliser 106,5 milliards FCFA, soit plus de 190 millions USD, affichant une sursouscription de 212,96 %. Pour séduire les investisseurs, l’emprunt a été structuré en deux tranches aux caractéristiques distinctes. La tranche à maturité de deux ans, assortie d’un taux d’intérêt de 5,60 %, a concentré l’essentiel des souscriptions, avec plus de 85 milliards FCFA mobilisés. La tranche à maturité de trois ans, rémunérée à 6,00 %, a permis de lever environ 21 milliards FCFA. Les ressources mobilisées sont destinées au financement de projets structurants identifiés par les dirigeants gabonais. Ces projets ciblent des secteurs jugés prioritaires pour le développement du pays, notamment les infrastructures routières et aéroportuaires, la santé, l’éducation et le logement. L’objectif affiché étant d’améliorer durablement les conditions de vie des populations et accélérer la transformation structurelle de l’économie gabonaise, afin de réduire sa dépendance aux ressources naturelles.

Le Cameroun en tête des souscripteurs

Structurée par Emrald Securities Services Bourse (ESS Bourse) et CCA Bourse, l’opération a suscité une mobilisation significative des acteurs du marché financier régional. Le Cameroun s’est positionné comme le principal contributeur, avec 74,6 milliards de FCFA, représentant 70,07 % du montant total souscrit. Le Gabon arrive en deuxième position avec 30,3 milliards FCFA, soit 28,46 % des souscriptions. Le Congo et la Côte d’Ivoire complètent le tableau avec des participations plus modestes de 0,28 % et 1,18 % respectivement. Le rapport de clôture de l’opération mentionne toutefois certains défis opérationnels, notamment des délais dans le traitement de certains virements internationaux et des retards de mobilisation de liquidités par une partie des souscripteurs. Des contraintes jugées mineures au regard du succès global de l’émission. Malgré ces difficultés techniques, le succès de cette opération confirme la crédibilité renouvelée de la signature Gabon sur le marché financier régional, dans un contexte de stabilisation politique. Elle tranche avec les difficultés rencontrées lors de certaines émissions obligataires en 2024, marquées par une faible adhésion des investisseurs et des prolongations successives. Néanmoins, cette levée de fonds contribue à l’augmentation de la dette publique gabonaise, qui a déjà connu une progression notable au cours des dix premiers mois de 2025. Selon les données de la Direction générale de la dette (DGD), l’encours total de la dette est passé de 7 133 milliards à 8606,6 milliards FCFA (environ 15,37 milliards USD), soit une hausse de 20,6 % en moins d’un an.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Le rallye de Noël peine à se matérialiser

Les craintes persistantes au sujet des valorisations des sociétés liées à l'IA ont quelque peu pesé sur la tendance cette semaine, mais la baisse plus marquée de l'inflation américaine et les bons résultats de Micron Technology ont semble-t-il sauvé les meubles. Les opérateurs continuent néanmoins de s'interroger sur la trajectoire de la Fed l'année prochaine. A l'approche des fêtes et en l'absence de nombreux intervenants, les initiatives pourraient désormais être limitées d'ici le début de l'année.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Juventus +28,08 % : le club de football italien contrôlé par Exor a reçu une offre de rachat de Tether, déjà actionnaire minoritaire et désireux de renforcer son implication dans le club. Exor a rejeté la proposition. La valorisation est estimée insuffisante. Mais cela crée de la spéculation.
Affirm Holdings +13,34 % : le spécialiste américain du paiement fractionné et des solutions de financement a rassuré lors d'un échange avec les analystes. La croissance des volumes est forte, le groupe gagne des parts de marché, et les partenariats stratégiques avec de grands acteurs du commerce et de la technologie se multiplient.
IG Group +12,92 % : l'entreprise britannique qui exploite des plateformes de trading en ligne renforce son programme de rachat d'actions alors que la dynamique commerciale est très forte. L'activité est soutenue par l'acquisition de nombreux nouveaux clients, les solides perspectives, l'élargissement de l'offre et les gains issus des campagnes de marketing.
TUI +11,79 % : le géant du tourisme a été soutenu par plusieurs commentaires d'analystes qui soulignent l'amélioration opérationnelle et la normalisation après les années de crise sanitaire. La demande est là et les destinations phares sont toujours très recherchées. Les investisseurs espèrent un retour du dividende.
DBV Technologies +11,8 % : la société biopharmaceutique spécialisée dans les traitements des allergies alimentaires a annoncé le succès de son essai clinique de phase avancée qui évalue le patch Viaskin Peanut chez de jeunes enfants allergiques à l'arachide. Ces résultats marquent une étape clé après plusieurs années d'échecs.
Micron +10,28 % : l'IA a fait exploser la demande pour les puces mémoire. Les prix se sont envolés et cette tendance se retrouve dans la publication de Micron. Les prévisions de bénéfice pour le trimestre en cours sont plus du double des attentes de Wall Street.
Société Générale +7,2 % : la banque a reçu un avis favorable de Bank of America qui intègre le titre parmi ses principales convictions européennes de long terme. La banque américaine met en avant un potentiel de revalorisation fondé sur l'amélioration attendue de la rentabilité et la trajectoire des perspectives.

Flops
Insmed -11,25 % : la société biopharmaceutique qui traite les maladies inflammatoires et pulmonaires a annoncé l'arrêt du développement de son traitement anti-inflammatoire destiné à la rhinosinusite chronique. C'est un gros échec même si le pipeline reste conséquent.
Aéroports de Paris -15,02 % : le titre a chuté après la décision de l'Autorité de régulation des transports (ART) française de s'opposer à la demande de hausse des redevances aéroportuaires formulée par l'opérateur. Le groupe avait demandé une hausse moyenne de 1,5% par rapport au tarif en vigueur.
Nike -12,98 % : les résultats trimestriels ne sont pas bons. Les efforts de redresse-

ment pèsent sur les marges et l'entreprise continue de perdre du terrain en Chine.
ServiceNow -10,23 % : l'éditeur américain de logiciels de gestion des services numériques en mode cloud a souffert de la dégradation de la recommandation de Key-Banc qui alerte sur les risques liés à l'adoption accélérée de l'intelligence artificielle pour les solutions SaaS traditionnelles.
Oracle +1,05 % : le titre a connu une semaine mouvementée alors que les investisseurs continuent de douter de la capacité de l'entreprise à rentabiliser ses investissements dans l'IA. Cette semaine, le Financial Times a révélé que le fonds Blue Owl s'est retiré du financement d'un projet de data center dans le Michigan avec Oracle. La semaine se termine toutefois sur une note plus positive après l'accord conclu avec TikTok dans le cadre de la poursuite des activités du réseau social aux États-Unis.

Matières premières
Energie : Les espoirs de paix en Ukraine pèsent sur les cours du brut. Le Brent a atteint son niveau le plus bas en sept mois, passant sous les 59 USD, tandis que le WTI est tombé à moins de 55 USD le baril. Dans le même temps, les opérateurs suivent de près l'intensification des tensions autour des exportations pétrolières du Venezuela. Les États-Unis ont menacé d'un blocus pour les navires sanctionnés en provenance et à destination du Venezuela, principalement à destination de la Chine. Malgré ces menaces de perturbations d'approvisionnement, c'est la baisse qui l'emporte à court terme du fait du surplus de l'offre mondiale. Au niveau des cours, le Brent s'échange autour de 60,20 USD, contre 56,40 USD pour le WTI.
Métaux : Le cours de l'or revient à proximité de son sommet annuel. La relique barbare s'échange légèrement en dessous des 4380 USD l'once. Les planètes restent alignées en faveur du métal doré, qui bénéficie à la fois de la baisse des taux de la Fed, des tensions géopolitiques ainsi que des achats robustes des banques centrales. L'argent atteint également des sommets, dépassant 66,40 USD l'once. Sa valeur a plus que doublé cette année, soutenue par un fort intérêt des investisseurs et l'attrait des ETF adossés à l'argent. Les perspectives restent positives, soutenues par une demande industrielle robuste liée à l'énergie solaire et aux technologies de batteries. Du côté des métaux de base, le prix du cuivre a atteint de nouveaux records cette semaine. La hausse est principalement due à la promesse de la Chine d'adopter une politique économique plus proactive et à l'éventualité de nouvelles réductions des taux d'intérêt par la Fed après les chiffres de l'inflation dévoilés jeudi. Le cuivre a atteint 11778 USD la tonne sur le London Metal Exchange.
Produits agricoles : Le blé perd du terrain à Chicago. Les prévisions de récoltes de blé en Russie et en Afrique du Sud renforcent les perspectives d'une offre mondiale abondante, ce qui pèse sur les cours du blé. Ce dernier s'échange à 506 cents le boisseau (contrat échéance mars 2026). Quant au maïs, il a bénéficié d'une demande robuste à l'exportation aux États-

Unis, permettant un rebond des cours à 444 cents (contrat échéance mars 2026).

Macroéconomie
Macro: Après les annonces des banques centrales, sans véritable surprise au demeurant tant du côté de la Fed, de la BCE ou de la BoE, les investisseurs se sont focalisés sur les récents chiffres du chômage puis de l'inflation aux États-Unis. Si les premiers ont été accueillis plutôt froidement, la baisse des prix à la consommation a permis aux indices de redorer un peu leur blason, sans toutefois réussir à annuler les pertes concédées les jours précédents. La fin de trimestre et de l'année est marquée par la dernière journée de compensation, synonymes des trois sorcières, avant l'arrivée du père Noël. A défaut de rallye de fin d'année, on pourra toujours se rassurer en regardant le chemin parcouru depuis les points bas d'avril dernier. Depuis début décembre, peu de nouvelles semblent être en mesure de faire franchement bouger les lignes : les rendements obligataires sont étales, l'or tutoie ses sommets historiques et les indices consolident à plat. Rendez-vous l'année prochaine pour l'écriture d'une nouvelle page boursière !
Crypto : Le bitcoin (BTC) reste à l'équilibre cette semaine, en évoluant autour des 88 000 USD. Pourtant, le Sénat américain vient de confirmer Michael Selig à la tête du gendarme des produits dérivés et des marchés de matières premières (CFTC), dont le bitcoin relève juridiquement, et qui affiche un pedigree favorable aux

cryptomonnaies. Il a notamment travaillé au sein de la Crypto Task Force de la SEC et a indiqué à plusieurs reprises vouloir faire des États-Unis "la capitale mondiale des cryptomonnaies", à l'image du président du pays. Une bonne nouvelle pour la cryptosphère sur le papier, mais qui ne suffit pas à relancer le marché. On observe même des sorties sur les ETF Bitcoin spot cette semaine, avec un encours total de 111 milliards de dollars, contre 164 milliards en octobre. À ce stade, le bitcoin afficherait une baisse de -5,5% en 2025, après avoir bondi de 120% en 2024 et de 155,8% en 2023. De son côté, l'éther (ETH) recule de -3% cette semaine et repasse sous la barre des 3 000 USD. Solana (SOL) cède -2,6% autour de 125 USD, tandis que le XRP (XRP) chute de -5,8% à 1,87 USD.
Le télescopage entre la promesse d'une poursuite de la baisse des taux aux États-Unis et la fragilité du scénario de boom durable de l'intelligence artificielle limite les mouvements indiciels en fin d'année. Plusieurs marchés seront fermés une partie de la semaine prochaine. La Bourse de Paris et les autres marchés Euronext seront actifs lundi, mardi et mercredi matin, puis seront fermés le reste de la semaine. La Bourse de Zurich ira fêter Noël dès mardi soir. A Wall Street, la coupure sera plus courte car le 26 décembre sera travaillé, mais l'activité s'annonce réduite. Votre rendez-vous hebdomadaire fait une pause la semaine prochaine. La prochaine édition sera celle du 2 janvier 2026.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Décembre 2025

Valeur : 22 Décembre 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.5546	129.5696
1	EUR	EURO		152.0971	152.1406
1	GBP	POUND STERLING		173.1782	173.2214
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0904	83.1054
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3977	18.4016
1	CHF	SWISS FRANC		162.8389	162.9192
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.0437	94.0751
1	DKK	DANISH KRONE		20.3446	20.3486
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9617	13.9657
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6873	12.6911
1	AED	UAE DIRHAM		35.2712	35.2849
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5378	34.5454
1	KWD	KUWAITI DINAR		422.0020	422.1883
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1714	44.6154
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1452	14.1469
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8336	23.9558
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2560	3.2662
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0173	177.0173

SANS LES AVOIRS RUSSES

L'Union européenne acte un prêt de 90 milliards d'euros pour l'Ukraine

Au terme d'un sommet prolongé, les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont validé un financement de 90 milliards d'euros destiné à soutenir l'Ukraine sur les deux prochaines années. Faute d'un consensus sur l'usage des actifs russes gelés, les institutions européennes privilégient une émission de dette classique pour compenser le retrait financier des États-Unis.

Dans l'enceinte du bâtiment Europa à Bruxelles, les négociations se sont achevées à l'aube, marquant une étape charnière pour la diplomatie européenne. Pour la première fois depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et l'interruption de l'aide américaine, l'Union européenne se retrouve seule pour combler les besoins budgétaires de Kiev. Ce montant de 90 milliards d'euros témoigne d'une volonté de continuité, mais les modalités retenues révèlent une approche prudente, où la stabilité financière l'emporte sur l'audace géopolitique. L'enjeu des discussions reposait sur une question complexe : la source du financement de la résistance ukrainienne. Depuis plusieurs mois, la Commission européenne et Berlin étudiaient la possibilité de saisir, ou d'utiliser comme garantie, les 210 milliards d'euros d'avoirs de la Banque centrale russe immobilisés au sein de l'Union. Ces fonds, principalement détenus par le dépositaire central de titres Euroclear en Belgique, apparaissaient comme une ressource stratégique pour financer la reconstruction sans solliciter davantage les contribuables européens. Les impératifs de sécurité juridique et bancaire ont freiné cette ambition. Le Premier

ministre belge, Bart De Wever, s'est fait le relais des autorités financières redoutant un risque systémique.

Si Moscou ne verse aucune réparation...

Confisquer ces avoirs exposerait l'Union à des contentieux prolongés, Moscou réclamant déjà 230 milliards de dollars de dommages et intérêts, et risquerait de fragiliser l'euro en tant que monnaie de réserve internationale. En épargnant provisoirement ces actifs, geste salué par l'émissaire économique du Kremlin Kirill Dmitriev comme une décision de bon sens, l'Europe conserve ce levier pour d'éventuelles négociations futures tout en évitant une rupture majeure du droit de propriété. À défaut de mobiliser les capitaux russes, l'Union européenne a choisi de recourir à l'endettement. Les 90 milliards d'euros seront levés par la Commission européenne sur les marchés de capitaux, selon le mécanisme de l'emprunt commun déjà éprouvé lors de la crise sanitaire. Ce prêt à taux nul doit couvrir les deux tiers des besoins de financement ukrainiens pour 2026 et 2027, le complément étant attendu de partenaires tels que le Canada ou la Norvège. La structure financière de cet accord repose sur

une clause spécifique : l'Ukraine n'entamera le remboursement que si elle obtient des réparations de guerre de la part de la Fédération de Russie. En pratique, l'Union européenne assume la garantie de cette dette. Si aucune réparation n'est versée par Moscou, la charge financière sera absorbée par les futurs budgets communautaires.

Chaque État membre défend ses intérêts

L'unité européenne a néanmoins montré des signes de fragilisation lors de la conclusion de l'accord. Si le texte a été adopté formellement à vingt-sept, sa mise en œuvre opérationnelle ne reposera que sur vingt-quatre États membres. La Hongrie, la Slovaquie et, de manière plus inédite, la République tchèque, ont activé leur option de retrait pour ne pas participer à la garantie du prêt. Le positionnement d'Andrej Babis en République tchèque modifie l'équilibre politique en Europe centrale, transformant un soutien autrefois sans faille en une zone de friction. Bien qu'Emmanuel Macron ait tempéré ces défections en rappelant les flexibilités habituelles de l'Union, ce manque d'unanimité budgétaire envoie un signal de lassitude structurelle à Moscou.

EUROPE

Le Parlement approuve la sortie du gaz russe à l'automne 2027

Les eurodéputés ont adopté définitivement l'interdiction de toutes les importations de gaz russe dans l'Union européenne à l'automne 2027 au plus tard, dans le but de priver la Russie de ressources finançant sa guerre en Ukraine. Le Parlement européen a approuvé à une large majorité ce texte, qui doit encore obtenir un ultime feu vert des États membres à la majorité qualifiée - normalement une formalité. "Sortir du gaz russe est une grande réussite pour l'Union européenne. Un geste véritablement

historique", s'est félicitée mardi la rapporteure du texte, Inese Vaidere. "Depuis que la guerre à grande échelle a commencé (en février 2022, ndlr), l'Union européenne a payé plus de 216 milliards d'euros pour de l'énergie fossile russe. Nous payons encore près de 40 millions d'euros par jour (à la Russie) et finançons toujours les massacres en Ukraine", a déclaré l'élue (Parti populaire européen, droite) lettone. Le texte prévoit une interdiction progressive d'acheter du gaz russe, qui s'appliquera au plus tard

le 1er novembre 2027 pour des contrats d'achat de long terme - les plus sensibles car ils courent parfois sur des dizaines d'années. Des pénalités financières pourront être imposées aux entreprises qui contourneront l'interdiction. En revanche, l'accord ne prévoit pas d'interdire totalement les achats de pétrole et de combustible nucléaire russes, auxquels ont encore recours plusieurs États européens. La Commission européenne a opté pour une proposition législative plutôt que des sanctions, car elle peut être adoptée à la majorité

qualifiée des États membres plutôt qu'à l'unanimité. Le but est de contourner un veto de la Hongrie et de la Slovaquie, deux pays considérés comme proches de Moscou et fermement opposés à ces mesures. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a d'ailleurs promis de contester le plan en justice. Dans l'hémicycle, l'eurodéputé d'extrême droite (Patriotes) Thierry Mariani, réputé prorusse, a fustigé mardi une "rupture historique", "imposée (...) sans unanimité, et au prix de risques juridiques majeurs pour les États et les entreprises".

ESPAGNE

Amende de 64 millions d'euros contre Airbnb pour avoir publié des annonces de logements interdits

Le gouvernement espagnol a annoncé avoir infligé une amende de 64 millions d'euros à la plateforme Airbnb pour avoir notamment publié des annonces de logements interdits, une infraction qualifiée de "grave", en pleine crise du logement dans le pays. En Espagne, les plateformes de location de courte durée suscitent un vif débat, surtout dans les grandes villes touristiques, où de nombreux habitants leur reprochent de contribuer à la flambée des loyers.

L'amende qui vise Airbnb et atteint précisément 64.055.311 euros est "définitive", a précisé dans un communiqué le ministère de la Consommation, ajoutant que la plateforme basée aux États-Unis devait désormais "corriger les manquements constatés en supprimant les contenus illégaux". "Des milliers de familles vivent dans la précarité à cause de la crise du logement, tandis que quelques-uns s'enrichissent grâce à des modèles économiques qui expulsent les gens de chez eux", a critiqué le ministre de la

Consommation, Pablo Bustinduy, cité dans le communiqué. "Aucune entreprise en Espagne, aussi grande ou puissante soit-elle, n'est au-dessus des lois", a-t-il poursuivi. L'Espagne a accueilli en 2024 un nombre record de 94 millions de visiteurs, ce qui en fait la deuxième destination touristique dans le monde derrière la France. Ce chiffre pourrait être battu cette année. Mais si le tourisme est un moteur de l'économie, de nombreux Espagnols dénoncent la congestion des infrastructures, la disparition des com-

merces traditionnels, remplacés par des boutiques touristiques, et surtout la flambée des loyers, les propriétaires de logements se tournant vers la location touristique, y compris sur Airbnb, nettement plus rentable. Face à cette poussée de colère, plusieurs régions et municipalités ont annoncé des mesures ces derniers mois, à l'image de la mairie de Barcelone (nord-est), qui a promis de ne pas renouveler les licences de quelque 10.000 appartements touristiques, qui expireront en novembre 2028.

BOLIVIE

Manifestations contre la suppression des subventions aux carburants

Les premières manifestations contre l'impopulaire suppression de subventions aux carburants par le nouveau président de centre-droit ont été menées vendredi en Bolivie, paralysant la circulation dans plusieurs villes du pays. Mercredi, Rodrigo Paz, a annoncé la fin des subventions mises en place par les précédents gouvernements socialistes qui maintenaient artificiellement des prix bas depuis vingt ans. Une mesure qui s'inscrit dans un train de réformes annoncées par Rodrigo Paz pour mettre fin à une profonde crise économique, imputée en partie aux milliards de dollars dépensés chaque année pour maintenir du carburant à bas prix. La hausse, entrée en vigueur jeudi, a fait doubler le tarif du ticket d'autobus, principal mode de transport du pays andin.

«Pour nous, Noël n'existe plus»

Les chauffeurs de bus sont descendus les premiers dans les rues de la capitale administrative La Paz et du centre économique de Santa Cruz pour réclamer le rétablissement des subventions. A La Paz, ils ont été rejoints par des commerçants qui craignent un chiffre d'affaire en baisse. «Pour nous, Noël n'existe plus», a déclaré à l'AFP Paulina Tancara, une vendeuse de rue de 74 ans, exprimant sa déception envers Paz, qu'elle avait soutenu lors des scrutins d'août et octobre. Le gouvernement bolivien centralisait les importations d'essence et de gazole et les revendait à perte. Ce système a pratiquement asséché les réserves en dollars du pays et a déclenché une grave crise économique marquée par une forte inflation. Selon le nouveau gouvernement, il engendrait surtout la corruption et la contrebande. «La suppression de subventions mal conçues du passé ne signifie pas un abandon. Elle signifie l'ordre, la justice et la redistribution claire», a déclaré Rodrigo Paz lors de l'annonce de suppression. Selon lui, cela «permettra de générer davantage de ressources fiscales».

La Chine coupe le cordon : son “nouvel Internet” est désormais actif

La Chine vient d'allumer une autoroute numérique si rapide qu'elle rend nos connexions habituelles obsolètes. Plus qu'une prouesse technique, il s'agit d'une manœuvre stratégique qui pourrait bien redessiner la carte du pouvoir dans le cyberspace mondial.

Après une décennie de travaux titanesques, Pékin a officiellement mis en service le China Environment for Network Innovation, ou CENI. Imaginez un réseau tentaculaire de 55 000 kilomètres de fibre optique reliant 40 des plus grandes villes du pays. Ce n'est pas un simple accès à l'Internet que nous connaissons, mais bien un laboratoire à ciel ouvert, une plateforme conçue pour forger les technologies réseau de demain, loin des standards occidentaux.

CENI : une bête de course aux ambitions démesurées

Le réseau supporte simultanément 128 réseaux hétérogènes (des architectures incompatibles entre elles) et peut exécuter 4 096 tests parallèles. Pour les chercheurs, c'est Noël : chacun peut bricoler son prototype sans perturber le voisin. Et cerise sur le gâteau, les coûts de transmission s'avèrent 60% moins chers que les solutions précédentes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. CENI a transféré 72 téraoctets entre un radiotélescope du Guizhou et une université du Hubei (mille kilomètres de distance) en seulement 1,6 heure. Ce volume représente environ 699 jours de transfert sur le réseau classique. Le débit soutenu frôle les 100 gigabits par seconde, avec une latence inférieure à 20 microsecondes même à pleine charge. Pour contextualiser : votre connexion domestique oscille généralement entre 100 mégabits et 1 gigabit par seconde. On joue dans une autre cour.

Les géants Huawei et Baidu figurent parmi les premiers utilisateurs. Baidu exploite CENI pour optimiser ses modèles d'intelligence artificielle de très grande taille. L'entraînement de modèles de 100 milliards de paramètres voit chaque



cycle d'itération s'accélérer à environ 16 secondes. Le radiotélescope FAST, installé dans un gouffre du Guizhou et générant 100 téraoctets quotidiennement, achemine désormais ses observations astronomiques vers les centres de traitement sans transpirer.

Au-delà, CENI servira les manufacturiers, la santé et l'économie aérienne émergente. Le gouvernement prévoit d'interconnecter une centaine d'universités et d'entreprises sélectionnées, consolidant ainsi sa stratégie « Données orientales, calcul occidental ».

Pendant ce temps, en Occident... on regarde le train passer ?

L'ironie de l'histoire mérite qu'on s'y attarde. Pékin compare volontiers CENI à ARPANET, l'ancêtre d'Internet lancé en 1969, et à GENI (Global Environment for Network Innovations), le réseau expérimental américain. Sauf que ces deux projets ont été abandonnés. GENI a

cessé ses opérations le 1er août 2023 après près de deux décennies d'expérimentation.

La trajectoire diverge radicalement. Les Américains ont progressivement transféré les responsabilités vers l'industrie privée. La Chine procède à l'inverse : elle investit massivement dans une infrastructure publique testant les standards de demain, probablement les réseaux 5G avancés et la 6G. Rappelons que le pays affiche déjà 3,4 millions de stations 5G installées, soit 60% du parc mondial. L'équipe dirigeant CENI a développé 206 normes technologiques et obtenu 221 brevets d'invention. Pékin ne se contente plus d'importer : il construit ses propres briques techniques fondamentales. Et pendant que l'Union européenne réfléchit à sa souveraineté numérique, la Chine accumule tranquillement les cartes maîtresses pour les décennies à venir. Qui a dit que patience et longueur de temps faisaient mieux que force ni que rage ?

Airbus en quête d'un cloud européen souverain

Selon The Register, Airbus s'apprête à lancer un appel d'offres pour la migration de ses charges de travail critiques vers un cloud européen souverain. Le défi reste de trouver le bon prestataire.

Après une migration dans la douleur vers Google Workspace pour la bureau-tique, Airbus souhaite désormais transférer vers le cloud ses principales applications sur site, notamment son ERP, ses systèmes d'exécution de la production, son CRM et la gestion du cycle de vie des produits (conception des avions). Mais pas dans n'importe quel cloud, indique Catherine Jestin, vice-présidente exécutive numérique chez Airbus interrogé par nos confrères de The Register. « J'ai besoin d'un cloud souverain car certaines informations sont extrêmement sensibles d'un point de vue national et européen », explique-t-elle. Tout en ajoutant, « nous voulons garantir que ces informations restent sous contrôle européen ».

Dans ce cadre, un appel d'offres va être lancé début janvier et une décision est attendue avant l'été. Le montant du contrat est estimé à 50 M€ sur 10 ans avec une prévisibilité des prix sur cette durée. Reste maintenant à savoir quels seront les candidats capables de répondre à cet appel d'offres. La dimension européenne ajoute de la complexité et nécessitera probablement une collaboration entre des fournisseurs européens. Catherine Jestin reste prudente en soulignant, « si vous me demandiez aujourd'hui si nous trouverons une solution, je dirais 80 % de chances ».

Une évaluation régulière de Bleu et de S3ns

Lors de sa prise de parole en septembre dernier lors du forum La Mêlée 2025, Catherine Jestin avait notamment indiqué regarder « avec intérêt les solutions de type S3ns et Bleu » pour voir s'ils « cochent les cases en termes d'immunité aux lois extraterritoriales et protection des données, continuité business, technologique et économique ». Des évaluations sont faites assez régulièrement sur ces offres de cloud de confiance mais pour l'instant elles « ne sont pas mûres. S3ns l'est probablement plus que Bleu » précisait alors la dirigeante. Depuis aujourd'hui, la co-entreprise entre Thales et Google a reçu officiellement le label SecNumCloud de l'Anssi.

Il est probable que les fournisseurs de cloud américains se positionneront aussi avec leurs offres dites souveraines. Avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, la question de la souveraineté numérique commence à devenir un sujet important pour les entreprises françaises et européennes. Dans son bilan 2025, Numeum constatait que ce thème devenait une réalité y compris sur le plan business pour les SSII et les éditeurs.

■ Brèves

Accord géant entre Google Cloud et Palo Alto Networks

Les deux fournisseurs ont annoncé un partenariat à plusieurs milliards de dollars. Selon Reuters, ce dernier avoisinerait 10 Md\$. Dans le cadre de cet accord, il est prévu que les clients Google Cloud utilisant Vertex AI et Agent Engine puissent protéger leurs charges de travail et les données IA grâce à l'offre Prisma AIRS du spécialiste en sécurité. Des intégrations entre ses pare-feux VM-Series - avec fonction de deep packet inspection de threat prevention - et sa plateforme Prisma SASE avec les

environnements Google Cloud sont aussi prévus.

OpenAI dévoile GPT-5.2 Codex

Dans la course des agents IA de codage, OpenAI entend bien rester en concurrence des Claude Code, Cursor et Gemini 3 avec la dernière version de Codex. Ce dernier se focalise sur la qualité du développement logiciel en améliorant notamment les tâches de refactoring, qui consiste à adapter le code source d'une application, non pas pour ajouter de nouvelles fonctionnalités, mais pour en améliorer la qualité. Il est

capable par exemple d'optimiser le code source d'une application afin de réduire sa consommation de mémoire ou améliorer ses temps de réponse. Le fournisseur revendique de meilleurs résultats dans les benchmarks de codage par rapport à la concurrence.

Class action contre Adobe pour son entraînement IA

Une action collective a été intentée contre Adobe au nom d'Elizabeth Lyon, une autrice originaire de l'Oregon, qui affirme que ce dernier a utilisé des versions piratées de nombreux livres, dont le sien, pour entraîner son petit

langage de modèle SlimLM. L'éditeur décrit ce dernier comme étant optimisé pour les tâches de gestion de documents sur les terminaux mobiles. Dans sa plainte, Elizabeth Lyon indique que SlimLM a été pré-entraîné sur le grand modèle SlimPajama à 627 milliards de paramètres de Cerebras. Ce dernier serait dérivé de RedPajama, comprenant la base de données pirate de livres Books3. « Il s'agit d'une copie dérivée de l'ensemble de données RedPajama comprenant Books3, y compris les œuvres protégées par le droit d'auteur de la plaignante et des membres du groupe », indique la plainte.

BYD a désormais produit plus de voitures rechargeables que Tesla et VW réunis

En produisant son 15 millionième véhicule à énergies nouvelles, intégrant électrique et hybride rechargeable BYD ne sort pas seulement les muscles, il montre aussi l'accélération fulgurante de son modèle industriel. En à peine treize mois, il a ajouté cinq millions de voitures électrifiées à son compteur ! Si la Chine reste son marché numéro un, le constructeur chinois se voit porté par offensive internationale qui ne peut pas laisser indifférent les hiérarchies établies par les constructeurs historiques

BYD vient d'annoncer la production de son 15 millionième véhicule à énergies nouvelles (NEV), un total qui agrège à la fois ses modèles 100% électriques (BEV) et ses hybrides rechargeables (PHEV) commercialisés sous les différentes marques du groupe, dont Denza. Le véhicule "anniversaire" est un N8L, grand SUV hybride rechargeable à six places badgé Denza, également 15 000e exemplaire de ce modèle produit sur le site de Jinan, en Chine. Lancé fin octobre autour de 300 000 RMB (env. 36 000 €), ce N8L se positionne sur un segment familial haut de gamme, avec un discours centré sur le confort, la sécurité et l'agrément de conduite. Si il n'est pas commercialisé pour le moment chez nous, la marque n'a pas caché ses ambitions d'importation.

Ce jalon arrive seulement 13 mois après le passage des 10 millions de véhicules produits, ce qui donne une idée de l'accélération en cours : il avait fallu à BYD treize ans pour passer de son premier modèle électrifié, la F3DM lancée en 2008, au premier million de véhicules, atteint en 2021. Entre fin 2024 et fin 2025, la courbe s'est brutalement redressée, portée par l'explosion du marché chinois du véhicule électrifié et par la montée en puissance des usines du groupe, en Chine comme à l'international.

BYD devant Tesla et Volkswagen, mais pas sur le même périmètre

Avec 15 millions de voitures à énergies nouvelles cumulés, BYD revendique désormais un volume qui dépasse largement celui de Tesla et du groupe Volkswagen sur le segment électrifié. Tesla a produit un peu plus de 8,1 millions de véhicules strictement électriques depuis sa création, quand Volkswagen reste sous la barre des 3 millions de

BEV et PHEV réunis à l'échelle mondiale. En cumul, le bilan de BYD sur les véhicules électrifiés est donc supérieur à celui de ces deux géants réunis, même si la comparaison doit être maniée avec précaution : le constructeur chinois additionne BEV et PHEV, là où Tesla ne fabrique que des modèles 100% électriques.

Ce changement d'ordre de grandeur illustre malgré tout une réalité difficile à ignorer pour les acteurs historiques : en Chine, BYD est devenu un industriel de volume sur le véhicule électrifié, au-delà du statut de "spécialiste électrique". Ses best-sellers comme les citadines Dolphin et Seagull (chacune passée au-delà du million d'exemplaires), ou les SUV Song Plus et Sealion 06, ont joué un rôle central dans ce décollage, tout comme les berlines et SUV de la série Dynasty (Qin, Song, Tang).

Une montée en puissance industrielle très rapide

Sur les onze premiers mois de 2025, BYD a vendu un peu plus de 4,18 millions de véhicules, soit une progression de 11,3% sur un an, confirmant une dynamique de volume soutenue sur un marché chinois pourtant plus disputé qu'il y a quelques années. Le groupe rappelle avoir cessé toute production de modèles thermiques purs en 2022 pour se concentrer exclusivement sur les BEV et PHEV, une décision qui simplifie sa trajectoire industrielle et lui permet de mutualiser batteries, plateformes et chaînes de traction sur l'ensemble de son portefeuille. L'entreprise, née en 1995 dans la batterie avant de racheter en 2003 un petit constructeur de Xi'an, capitalise sur cette expertise pour garder un contrôle maximal sur ses composants clés. Elle revendique désormais plus de 900 000 employés, dont près de 110



000 dédiés à la R&D, et affiche des investissements en recherche très agressifs : 43,75 milliards de RMB (5,30 milliards d'euros) sur les trois premiers trimestres de 2025, en hausse de 31% sur un an, pour un cumul dépassant 220 milliards de RMB, soit plus de 26 milliards d'euros au cours actuel. Sur le plan technologique, BYD met en avant plusieurs briques censées justifier ce changement d'échelle : batteries maison, architectures spécifiques pour véhicules électriques, groupes motopropulseurs "Super Hybride" DM-i pour ses PHEV et développement de systèmes d'aide à la conduite propriétaires. Le groupe communique aussi de plus en plus sur une solution de recharge ultra-rapide baptisée Flash Charging, annoncée à l'échelle du mégawatt et présentée comme capable de rapprocher le temps de recharge d'un plein de carburant, une technologie que BYD prévoit d'introduire en Europe à partir de 2026.

BYD, une offensive internationale assumée

Au-delà des volumes domestiques, BYD accélère aussi à l'export : sur les onze premiers mois de 2025, les ventes hors de Chine ont atteint 917 000 unités, dépassant déjà le score réalisé sur 2024. Le groupe revendique désormais une présence commerciale dans plus de 110 pays. L'Europe est désormais au cœur de cette offensive. BYD dit aujourd'hui être présent dans une trentaine de marchés européens avec environ 1 000 points de vente, et les dirigeants de la région ont confirmé leur intention de doubler ce réseau pour atteindre quelque 2 000 sites d'ici fin 2026. Parallèlement aux accords de distribution, le constructeur prépare une production locale, avec une première usine en Hongrie, une deuxième annoncée en Turquie et un troisième site envisagé en Europe occidentale, l'Espagne étant régulièrement citée comme candidat.

Toutes les futures DS de 2026 et 2027

L'unique marque automobile premium tricolore qui vient de renouveler son vaisseau amiral a deux projets majeurs dans ses cartons. Le SUV familial DS N°7 reposant sur la même base technique que la DS N°8 sera dévoilé à l'été 2026. Et la DS N°3 revenant à ses premières amours, celles de la Citroën DS3, une recette, à l'époque, gage d'un fort succès, sera donc une berline polyvalente chic ciblant ouvertement la Mini. Mais cela ne sera pas avant 2027. La marque premium tricolore vient de renouveler son vaisseau amiral avec la DS N°8. Cette grande berline 100% électrique étoffera sa palette de motorisations par une offre hybride indispensable au succès commercial du modèle. La plateforme technique multi énergie STLA Medium est prévue pour accueillir les blocs essence à trois et à quatre cylindres des Peugeot 3008 et 5008 hybrides, à savoir une proposition hybride légère de 145 ch et une variante hybride rechargeable cumulant 195 ch. Mais cette grande routière qui revendique haut et fort parcourir d'une seule charge 500 km sur autoroute et voies rapides et jusqu'à 750 km sur le réseau secondaire, ne s'abreuvra pas de gazole.

DS N°7 : bien plus qu'une DS N°8 break

À l'été 2026, DS Automobiles dévoilera la seconde génération de son



SUV familial lequel prendra logiquement l'appellation DS N°7. Il mutualisera bon nombre d'éléments cosmétiques et surtout techniques avec la DS N°8 ce qui permettra de réduire les coûts comme d'assurer l'harmonie et la cohérence de la gamme. Capot autoclave, poignées de portes avant affleurantes et intégrées dans les montants de custode à l'arrière, projecteurs high-tech et calandre avec des entrées d'air pilotées en partie basse seront communes. Tandis que le modèle de la poupe sera totalement remanié. Le volume d'import devrait être supérieur à celui de la DS N°8 qui revendique 620 litres. Tout comme dans l'habitacle, la planche de bord et l'accastillage digi-

tal reposant sur une dalle numérique de 10,3 pouces devant le conducteur et un écran tactile de format panoramique de 16 pouces au sommet de la console centrale se retrouveront à bord du SUV. Un partage qui n'a finalement absolument rien de choquant, les marques premium étrangères opérant de longue date de la sorte. Le volant au motif singulier inspiré par l'univers du nautisme et les chauffe nuque à l'avant, équipement rare sur un modèle qui n'est pas cabriolet mais qui participe pleinement au confort d'une conduite intérieure, seront aussi partagés par les DS N°8 et DS N°7. Les deux véhicules prendront vie en Italie dans l'usine de Melfi. Le DS N°7 profitera de cette

nouvelle base technique pour accroître sa carrure passant de 4,57 m à un format voisin de 4,70 m.

DS N°4, gros restylage, passage à l'électrique mais fidélité au diesel

En passant par la case restylage cet automne, la berline compacte premium rivale des Audi A3 Sportback, BMW Série 1 et Mercedes Classe A est devenue DS N°4. Elle arbore désormais une calandre lumineuse et a étoffé sa gamme d'une version 100% électrique, lire notre essai. Partagée avec la Peugeot E-408, elle délivre une puissance de 213 ch pour une valeur de couple de 343 Nm et est alimentée par une batterie d'une capacité de nette de 58,8 kWh. La DS N°4 a perdu dans la bataille le petit écran tactile de 10 pouces implanté entre les sièges peu pratique à l'usage servant de raccourcis pour l'info divertissement. Il ne sera pas regretté, d'autant que non partagé avec les cousines Peugeot 308 et Opel Astra il n'est pas rentabilisé. Outre l'électrique, la DS N°4 mise toujours sur une palette large avec une proposition hybride rechargeable cumulant 225 ch, hybride légère de 145 ch et c'est aujourd'hui rare pour une française, un diesel de 130 ch.

DS N°3, retour à la berline et délocalisation en Espagne

À l'origine, la remplaçante de la DS3 Crossback présentée au Mondial de l'Auto à Paris à l'automne 2018 puis lancée en 2019, laquelle est devenue DS3 tout court lors de son restylage opéré en 2022 devait rester dans le camp des SUV urbain et accroître un gabarit jugé trop petit. Puis, en cours de route, les stratégies de Stellantis et au premier chef, Olivier François, ont préféré un retour aux sources en revenant à la berline citadine polyvalente telle que l'était la Citroën DS3. La cible étant la Mini et dans une bien moindre mesure, la Lancia Ypsilon qui vient de se hisser chez les chics. Cette nouvelle mouture profitera de la plateforme technique STLA Small qui sera inaugurée en 2027 par la troisième génération de la Peugeot 208 comme la future Opel Corsa. À ce titre, la DS N°3 sera comme ses cousines fabriquée en Espagne dans l'usine de Saragossa, pour mémoire l'actuelle DS 3 est produite en France dans l'usine de Poissy. Mais la lionne ne lui prêterait pas son singulier volant carré sans liaison mécanique avec les roues que nous avons pu tester en exclusivité. À l'origine, il était prévu que la DS N°3 ne soit que 100% électrique, mais cette doctrine pourrait changer, le marché de l'électrique peinant à trouver son rythme de croisière et l'union européenne repoussant la mise au rebut du thermique au-delà de 2035.

Mots fléchés

OBJET MALÉFIQUE

VOUS-
SAVEZ-QUI

PATRIMOINE GÉNÉTIQUE

LUPIN EN
EST UN

ÉTAT PÉTROLIER

RÉFUGIÉ
DANS LA
FORÊT
INTERDITE

RISQUA

VAINCU
PAR RON
EN 1^{ÈRE}
ANNÉE

LE
ROUQUIN

PIÈCE
D'OR

RELATIONS
PUBLIQUES
DÉLIBÈRENT

RAQUETTE
DE PELOTE
BASQUE

MAISON À
POUDLARD

VOLE
L'IDENTITÉ

BAIGNÉE
DANS
L'HUILE

DANS LA
GAMME

TELLE
PETUNIA
DURSLEY

ESPIONS
RUSSES

L'UN DES
MARAU-
DEURS

RÉVÈLE LES
SOUVENIRS

CHAMP
TOUT
RETOURNÉ

VENUE
AU MONDE

FOOT
À LYON

GIGALITRE
CHAÎNE
DE TÉLÉ
MUSICALE

PÉRIODE
DE
CADEAUX

ENGIN
VOLANT
LE PEUPLE
DE ROME

CHALET
RUSSE
RÉCIPIENT

LUMOS !

ATOME
CHARGÉ

BRUIT
SUPER-
SONIQUE

POSSESSIF

HÉSITATION
CAMARADE
DE TOM
SAWYER

PAIN DE
HAMBURGER

7
À ROME

POSSESSIF

EN OR AU
QUIDDITCH

APRÈS LA
SIGNATURE

ELLE
EST NÉE
MOLDUE

OPPOSÉ
AU YANG

RIVIÈRE
À MUNICH

RIVAL
DE HARRY

ACCESSOIRE
DE
QUIDDITCH

MIROIR
MAGIQUE

PEUT SE
CHANGER
EN
ANIMAL

TRANS-
GÉNIQUE

RELIQUE
DE LA MORT

COURT-
MÉTRAGE

NÉGATION
ACTIONNA

MULTIPLE
DE DEUX
AVANT
NOUS

FILS DE
JAMES
ET LILY

FLASQUE
GÉNIE
ORIENTAL

PROCHE
DU CERF

DÉTESTÉ

NANO-
GRAMME

CONJONC-
TION

RÈGLE À
DESSIN

DIEU
ÉGYPTIEN

CASES ET
BULLES

L'AVANT-
DERNIER
HORCRUXE

MDR EN
FRANÇAIS

SORTILÈGE
IMPAR-
DONNABLE

DANS LA
BASSE-
COUR

AU LARD,
PRÈS DE
POUDLARD

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 204 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 3 morts et 2 blessés, suite à une collision entre deux véhicules, précise la même source.



COOPÉRATION

Le président de la République reçoit un appel téléphonique du roi de Jordanie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, un appel téléphonique de son frère le roi Abdallah II, souverain du Royaume hachémite de Jordanie frère, au cours duquel ils ont échangé les vues sur la situation dans le monde arabe, en particulier, et les derniers développements dans le monde. Lors de cet entretien téléphonique, les deux parties sont convenues "d'une rencontre prochaine qui les réunira pour procéder à un examen approfondi de plusieurs questions, notamment les questions d'intérêt commun". A cette occasion, "Sa majesté le roi a félicité le président de la République et le peuple algérien à l'occasion du nouvel an, en souhaitant prospérité et progrès à l'Algérie". De son côté, "le président de la République a félicité son frère le roi, et le peuple jordanien pour cette même occasion, souhaitant progrès et prospérité au Royaume hachémite de Jordanie".

AADL 3

Les modalités de paiement en ligne expliquées

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a précisé, dimanche, les modalités de paiement en ligne des tranches relatives aux logements du troisième programme de la formule location-vente (AADL 3). Dans une vidéo explicative publiée sur les réseaux sociaux, l'Agence a souligné que les souscripteurs au programme "AADL 3" peuvent régler les tranches en ligne via la plateforme www.aadl.dz, l'application "BaridiMob" ou la plateforme "Baridiweb" d'Algérie Poste. Sur la plateforme AADL, le souscripteur doit accéder à son espace personnel en saisissant son code d'utilisateur et son mot de passe, puis cliquer sur "souscrire" afin d'afficher l'ordre de versement. Il lui est ensuite demandé d'introduire le code de vérification Captcha, avant de renseigner les informations relatives à la carte de paiement (carte interbancaire ou Edahabia). S'agissant de l'application "Baridimob" ou de la plateforme "Baridiweb", l'opération s'effectue en cliquant sur l'icone "Paiements" depuis l'interface, puis en sélectionnant "Agence AADL", avant d'introduire "le code client" mentionné dans l'ordre de versement. Il doit ensuite renseigner le formulaire contenant "le numéro de la facture" et les données personnelles. Après la finalisation de l'opération de paiement électronique, le souscripteur obtient un reçu de versement confirmant le succès de l'opération, selon les explications fournies. Le montant de la première tranche de logements du programme "AADL3" a été fixé à 343.000 DA pour les logements de type F3 et à 431.500 DA pour ceux de type F4, le montant devant être acquitté en deux versements.

MANDAT DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination farouchement défendu

Soucieuse de défendre les causes justes à travers le monde, l'Algérie a pleinement profité de son mandat de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour porter haut et fort la voix du peuple sahraoui, en défendant farouchement et inlassablement le droit inaliénable de ce peuple opprimé à l'autodétermination et à l'indépendance. Malgré les tentatives désespérées du régime du Makhzen de faire miroiter de prétendus gains diplomatiques concernant le statut juridique du Sahara occidental, destinés essentiellement à cacher ses innombrables échecs au niveau local, et les revirements de certaines puissances étrangères au profit de vils intérêts économiques et de marchandages politiques, l'Algérie est restée fidèle à ses principes et n'a eu de cesse de réitérer son soutien indéfectible au peuple sahraoui. A travers sa diplomatie, l'Algérie a pesé durant les deux dernières années de tout son poids, sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et sous la conduite de son ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf, et de son représentant permanent au Conseil de sécurité, l'ambassadeur Amar

Bendjama, pour mettre la cause sahraouie sous le feu des projecteurs afin d'éviter qu'elle ne soit vidée de toute sa substance. A l'initiative de plusieurs autres pays, elle a notamment réussi à faire passer des amendements cruciaux au (projet) de la résolution 2797 du 31 octobre 2025 portant renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), réaffirmant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et rendant le texte plus équilibré, malgré les pressions marocaines visant à liquider la question. L'Algérie a transformé une première mouture du projet de résolution qui favorisait le +prétendu+ plan d'autonomie marocain en un texte plus conforme au droit international, en insistant sur la légitimité du référendum d'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, et veillé à ce que le texte ne porte pas atteinte aux résolutions antérieures du Conseil de sécurité, qui constituent le socle juridique pour une solution juste et durable. Dans ce contexte, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Af-

fares africaines, M. Ahmed Attaf, avait expliqué, lors d'une conférence de presse le 18 novembre dernier à Alger, que le Conseil de sécurité n'a pas adopté les thèses marocaines concernant la question du Sahara occidental, soulignant que le dossier "n'est pas clos" et reste soumis aux Nations Unies au niveau de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité spécial de la décolonisation (C-24). "La résolution adoptée par le Conseil de sécurité a préservé, dans sa teneur, tous les fondamentaux de la solution à la question du Sahara occidental, sans toucher à aucun de ses éléments interdépendants et complémentaires", s'était félicité le ministre d'Etat. Ainsi, à travers ses positions tranchées, en droite ligne avec les principes qui constituent le socle de sa diplomatie étrangère, l'Algérie a, une nouvelle fois, démontré durant les deux ans de son mandat en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, sa volonté inébranlable de continuer à défendre les causes justes dans le monde, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie dans les fora internationaux.

APN

Présentation et débat de la proposition d'amendement du code de la nationalité

L'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, samedi, sous la présidence de M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat de la proposition relative à l'amendement du code de la nationalité. Lors de cette séance, l'auteur de la proposition, Hicham Sifer, député à l'assemblée, a af-

firmé que le texte a pour objectif d'"adapter le cadre juridique régissant la nationalité aux dispositions de la Constitution et aux engagements internationaux y afférents, notamment pour ce qui est des cas de déchéance". Dans ce contexte, il a souligné que la déchéance de la nationalité algérienne, d'origine ou acquise, "n'est pas une règle générale, mais une mesure ju-

ridique exceptionnelle à laquelle il n'est recouru que dans des cas rares et avérés liés à l'atteinte délibérée aux intérêts supérieurs de la patrie ou au reniement manifeste du devoir de loyauté", ajoutant que la proposition "ne vise pas le principe de la double nationalité, mais traite des situations de son mauvais usage visant à se soustraire à la responsabilité ou à porter atteinte

à la sécurité de l'Etat". La proposition "définit les actes graves exigeant la déchéance, tels que l'atteinte à la sécurité et à l'unité de l'Etat, l'allégeance envers un Etat étranger, la collaboration avec des parties hostiles ou l'adhésion à des groupes terroristes ou subversifs, leur financement ou la propagande en leur faveur, au préjudice des intérêts de l'Etat", a-t-il ajouté.

TRAITEMENT DES CONTENEURS AU PORT D'ALGER

Le ministre ordonne des mesures strictes

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a effectué une visite inopinée au port d'Alger, consacrée à l'évaluation de la saturation du port par les conteneurs et de leur durée de séjour, notamment dans un contexte où certains opérateurs économiques ont tardé à retirer leurs conteneurs, provoquant une situation d'encombrement qui a impacté le bon déroulement des activités portuaires. Dans ce cadre, le ministre a souligné la nécessité de renforcer la coordination entre l'administration portuaire et les services des douanes, d'obliger les opérateurs concernés à assumer leurs responsabilités légales et de prendre les

mesures réglementaires appropriées, y compris l'inscription des contrevenants sur les listes noires si nécessaire. À cette occasion, le ministre a exprimé sa satisfaction quant aux résultats positifs enregistrés au niveau de la zone d'attente maritime, avec seulement deux navires en attente, un exploit auparavant difficile à réaliser. Il a également salué les efforts déployés par les responsables de la gestion du port ainsi que par les services de police et de douane pour le niveau de coordination atteint. Lors de la deuxième étape de sa visite, le ministre s'est rendu sur les quais 8 et 9 pour constater leur état actuel et a donné des instructions immédiates pour accélérer l'exécution

des travaux selon les normes et conditions établies, en insistant sur leur achèvement avant la saison estivale. Il a également demandé l'extension de la station maritime afin d'améliorer les conditions d'accueil et de renforcer la capacité du port à répondre à l'augmentation du trafic. Le ministre a conclu sa visite en donnant pour instruction au secrétaire général d'activer les cellules d'inspection et de suivi dans tous les ports, afin d'assurer un contrôle rigoureux de toutes les opérations et une intervention rapide pour résoudre tout dysfonctionnement, garantissant ainsi le bon déroulement et la sécurité des activités portuaires à l'échelle nationale.